

le débat sur les nationalisations

dossier p.11 à 16

à propos du
film «Emitaï»:
entretien
avec
Sembene
Ousmane

p.20

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 454 - 14 mai 1977 - prix : 3 F

DJIBOUTI :
vers quelle
indépendance?
p.8



PCF - PS
déjà en
habits de
ministres
p.4



GREVE GENERALE

**FAIRE DU 24 MAI
UN AVERTISSEMENT
ET UN PREMIER PAS**



sommaire

dans le monde

- Page 7 :
— L'Argentine sous la botte des militaires.
Page 8 :
— Djibouti : la fin du pouvoir colonial... pas celle des manœuvres impérialistes.
Page 9 :
— Une nouvelle « marche rouge » en Ethiopie : le régime à la recherche d'un soutien populaire.
— Moyen-Orient : la rencontre Carter-Assad : un petit pas vers un règlement politiquement sous l'égide des USA.
Page 10 :
— La situation actuelle dans le Royaume-Uni.
— Ulster : échec des extrémistes protestants.

en France

- Page 4 :
— PC-PS déjà en habits de ministres.
— La majorité compte ses voix.
Page 5 :
— « Mouvement pour l'organisation des communistes au gestionnaires » : nouvelle organisation, mais vieilles idées.
Page 6 :
— Dans l'extrême-gauche.
Page 17 :
— PTT : Le mécontentement des postiers.
— Michelin (Cholet) : grève pour les conditions de travail.
Pages 18 et 19 :
— Lille : élèves-infirmières en grève.
— En lutte : Alstom (Saint-Ouen), Laiteries d'Auvergne, Faser-Mezières (Bourges), Ericsson (Colombes).
— General Motors : après la reprise.
— AGF-Paris : les dirigeants de la CGT désavoués par les employés.
— Alstom-CEM : quand les syndicats défendent la technique française.
— Usine-dançage : Renault-Frères, Peugeot-Beaulieu.

dossier

- PAGES 11 à 16 :
LE DEBAT SUR LES NATIONALISATIONS :
— Au service des capitalistes.
— L'Union de la gauche et les nationalisations.
— Où sont les intérêts des travailleurs ?
— Le collectivisme c'est l'avenir.

culture et loisirs

- Pages 20 et 21 :
— Films : Emitai, de Sembene Ousmane ; un entretien avec l'auteur. Les ambassadeurs de Naceur Ktari.
Page 22 :
— Livres : Les enfants de Soweto, de P. Bernettel ; « Le Monde » et le pouvoir, de P. Simonnot ; L'extermination des tyrans, de Nabokov.
Pages 23 et 24 :
— Dans 15 jours : 7^e FETE DE LUTTE OUVRIERE : Yes tenemos bananas, Patrick Ochs, Chantal et Daniel, Cora Vaucaire, Temo, Michel Portal.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression : OMNI-PRESSES

12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Il n'y a pas de racisme innocent

Le 29 octobre 1973, peu après les attentats racistes qui eurent lieu en particulier dans le Midi de la France, un ouvrier algérien, Ahmed Behouche, était battu à mort par deux racistes dans un bar de Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise). La gérante et deux clients assistaient à cet assassinat et, après le départ des agresseurs, laissèrent agoniser le travailleur algérien, sans alerter ni médecin ni ambulance. Ils tentèrent même de couvrir les criminels par leurs faux témoignages.

En juillet 1976, les deux assassins racistes ont été condamnés à 4 ans de prison chacun, assortis d'un sursis de 3 ans pour l'un, de 3 ans et 9 mois pour l'autre.

Le 4 mai 1977, les trois témoins et complices de cet ignoble assassinat viennent d'être condamnés à 6 mois de prison ferme et 2 millions anciens de dommages-intérêts à la famille de la victime.

Ces faits rappellent que le racisme tue. Et pas seulement celui des assassins, mais aussi celui des spectateurs, de ceux qui assistent

en badauds complices, indulgents ou même simplement ennuyés, à pareil acte de barbarie. C'est d'ailleurs l'existence de cette écœurante complicité qui encourage les assassins proprement dits.

Ce n'est pas une imaginaire « non-assistance à personne en danger » (chef d'inculpation retenu contre eux par la justice) que l'on peut reprocher aux « témoins passifs » de Cormeilles-en-Parisis, mais bien leur participation déterminante à un crime raciste.

Vincent GELAS.

Drôles de casseurs à Saint-Nazaire !

Au mois de mars, six jeunes de Saint-Nazaire ont fait un casse. Ils ont visité de nuit un supermarché dans lequel l'un d'entre eux, mineur, travaillait comme veilleur de nuit.

Au chômage depuis plusieurs mois, ils y étaient allés pour prendre des provisions et de quoi s'habiller. Une fois à l'intérieur, c'est un million de matériel divers (surtout de la nourriture et des vêtements, mais aussi des transistors des réveils et des... armes) qu'ils emportèrent. Après réflexion, conscients du danger qu'ils couraient,

ils restituèrent rapidement les armes, par l'intermédiaire d'un avocat.

Très facilement, les flics surent qui avait fait le coup. Ils arrêteront tout d'abord cinq personnes, pour ne garder finalement que le jeune veilleur de nuit et une chômeuse, mineure, dont le père est également au chômage.

Voyant cela, leurs camarades se sont immédiatement retrouvés pour essayer de les faire sortir de prison. Ils ont demandé à être inculpés. Soutenus par quelques personnes, ils firent passer des communiqués dans les journaux et édi-

ter deux tracts, pour poser leur problème sur la place publique.

Un débat dans le quartier que fréquentent ces jeunes fut organisé sur la délinquance, débat auquel des conseillers municipaux communistes et socialistes participèrent.

Là-dessus, la justice s'est montrée plus compréhensive, puisqu'au bout de quinze jours (et après une grève de la faim) elle a libéré la mineure et elle a relâché le jeune gardien, après qu'il eut passé cinq semaines en prison.

Correspondant LO.

Pour faire la vérité sur la mort d'un appelé

Mardi 10 mai, se tenait une conférence de presse de la famille d'Emmanuel Belkessa, le jeune soldat retrouvé mort le 27 février dans une cellule de la prison militaire de Landau, en Allemagne.

Après avoir déserté pendant 16 mois, Belkessa s'était rendu aux autorités militaires afin de régulariser sa situation. En prison à Landau depuis le 14 janvier 1977, il encourait une peine de cinq mois maximum. Le 27 février, il était retrouvé mort dans sa cellule : « sui-

cide par pendaison », conclurent les autorités militaires.

Les multiples démarches effectuées par la famille pour avoir des renseignements plus précis n'ont rien donné. Il y eut trois versions officielles du décès. Quant aux différents documents demandés (le rapport de l'enquête de gendarmerie, le rapport d'autopsie, le règlement de la prison, ainsi que le plan de la cellule), les autorités militaires refusent de les fournir.

Juridiquement, la famille n'a aucun recours, puisque seul est com-

pétent le Tribunal Permanent des Forces Armées, d'autant plus que cette mort est survenue en Allemagne, où tout ce qui concerne les militaires relève d'une juridiction militaire.

Le Comité pour la vérité sur la mort d'Emmanuel Belkessa veut amener les pouvoirs publics à fournir à la famille les documents demandés (documents qui légalement lui auraient été fournis s'il ne s'était agi d'un militaire). Il réclame aussi la création d'une commission d'enquête civile.

Attentats contre la projection du film "La question"

Deux attentats ont été commis à la fin de la semaine dernière dans des salles de cinéma parisiennes où était projeté le film **La question**, film tiré du témoignage d'Henri Alleg sur la torture pendant la guerre d'Algérie : des engins fumigènes avaient été déposés dans ces deux salles, interrompant la projection.

Par des actions de ce type, leurs auteurs comptent probablement faire pression sur les directeurs de salle et les circuits de distribution de films pour faire retirer **La question** des écrans. Ils

comptent peut-être aussi, en créant des incidents au cours des projections du film, en obtenir l'interdiction « pour raison de sécurité ». Comme le film n'est de toute évidence pas vu d'un très bon œil par les pouvoirs publics... N'a-t-il pas été interdit par la censure aux moins de 18 ans ? N'a-t-on pas vu la télévision décider au dernier moment de renvoyer au lendemain l'interview d'Henri Alleg prévue dans le cadre du journal télévisé de 20 heures le jeudi 5 mai ?

O.B.

IL FLOTTE... MAIS IL BRULE

Pour effectuer la liaison Boulogne-Douvres, la SNCF compte utiliser un engin de transport qui tient à la fois de l'avion et du bateau et qui se déplace sur un coussin d'air, le Naviplane.

Ceci en soi n'aurait rien de bien inquiétant ou de bien téméraire, si ce n'est que l'exemplaire numéro 1 du Naviplane N-500 en question s'est consumé en moins d'une heure à la suite du bris d'une ampoule de 24 volts, tandis qu'un ouvrier manipulait un solvant à bord de l'appareil.

Il faut dire que le N-500 est construit entièrement dans un alliage d'aluminium qui, bien qu'ayant l'avantage d'être très léger, se ramollit à partir de 260°. Les fumeurs sont prévenus !

Mais le plus fort de tout, c'est que la SNCF a répondu aux officiers CGT qui s'en inquiétaient que de toute façon la moquette des cabines était ignifugée et que les Anglais n'avaient pas prévu mieux sur leurs appareils. Enfin, argument suprême et qui ne laisse pas d'être rassurant : l'évacuation totale du navire ne doit pas excéder sept minutes. A ce compte, elle aurait aussi bien pu répondre que, la traversée étant inférieure à une heure, le navire pouvait atteindre son but avant d'être totalement consumé.

A.J.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutilisées.

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

GRÈVE GÉNÉRALE :

FAIRE DU 24 MAI UN AVERTISSEMENT ET UN PREMIER PAS

MARDI 24 mai aura donc lieu une journée de grève générale. Les directions confédérales CGT et CFDT s'y sont finalement résolues, après avoir longtemps tergiversé et essayé toutes sortes d'actions, fort diverses, mais qui toutes aboutissaient à fractionner et émietter les mouvements de la classe ouvrière.

Cet appel pour le 24 mai prouve bien combien étaient fallacieux les prétextes invoqués par Edmond Maire ou Georges Ségué pour retarder le plus possible une semblable action. Ces derniers mois, ils nous répétaient que ce n'était pas le moment de la grève générale, ou encore qu'on ne la déclenche pas en appuyant sur un bouton. Mais à qui fera-t-on croire que la grève générale a été possible le 7 octobre dernier, puis impossible pendant des mois, puis à nouveau possible le 24 mai ? N'est-il pas évident que cela n'a dépendu que de la volonté des dirigeants des centrales syndicales ?

En fait, tout prouve aujourd'hui que seul un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs peut débloquent la situation et satisfaire les principales revendications de tous.

Un mouvement d'ensemble est nécessaire, puisque nous avons affaire au front uni des patrons et du gouvernement qui ont décidé de bloquer tous les salaires.

Un mouvement d'ensemble est nécessaire, puisque les mouvements de grève isolés, même durs et longs, qui sont toujours nombreux en ce moment, ne débouchent pas sur la satisfaction de revendications importantes.

Un mouvement d'ensemble est nécessaire, puisque les journées d'action par secteurs, dans le public ou dans le privé, n'ont rien donné. Et pourtant elles n'ont pas manqué ces derniers temps.

Cela, tous les travailleurs conscients le ressentent bien. D'ailleurs, si finalement Bergeron et la direction confédérale de FO eux-mêmes ont accepté de joindre leur appel à ceux de la CGT, CFDT et FEN, c'est bien parce qu'ils ont senti cette exigence qui vient, de plus en plus forte, des rangs des travailleurs. Il est de moins en moins possible de les lanterner, soit avec des mouvements limités sans perspective, soit avec la promesse de négociations dont le gouvernement et les patrons ne veulent même plus.

Aussi, bien sûr, tous les travailleurs doivent participer à cette grève ainsi qu'aux manifestations qui seront organisées le 24 mai. Plus cette participation sera massive, et plus clairement apparaîtra la volonté des travailleurs de ne pas accepter les plans Barre, de ne pas payer la crise.

Mais justement, nous devons y participer pour dire et préciser deux choses.

Tout d'abord, un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière doit viser à satisfaire les revendications essentielles de l'ensemble des travailleurs. Une grève générale aujourd'hui a pour but d'obtenir : une augmentation générale des salaires et l'échelle mobile, mensuelle, automatique, basée sur des indices contrôlés par les travailleurs et leurs organisations ; la réduction de la semaine de travail à 35 heures maximum immédiatement ; le partage du travail entre tous pour mettre fin au chômage, et l'interdiction des licenciements.

Face à la crise, les travailleurs ont besoin de voir ces revendications satisfaites. Ce sont elles qui peuvent faire que la crise des patrons ne soit pas payée par la classe ouvrière. C'est cela que nous voulons aujourd'hui. C'est cela que nous devons fixer comme but à notre mouvement.

Ensuite, cette journée de grève générale ne doit être qu'un avertissement. Elle peut servir de préparation, de mobilisation, être un premier pas. Mais à condition, bien sûr, qu'elle n'en reste pas là.

Les travailleurs n'ont pas besoin d'un nouveau 7 octobre où, après la réussite d'une journée de grève générale, pendant des mois on nous expliquera à nouveau que ce n'est pas le moment et qu'il faut attendre ou disperser les mouvements.

Nous n'éviterons de payer la crise, nous n'obtiendrons satisfaction à nos principales revendications que si nous sommes prêts à un mouvement d'ensemble, à une grève générale jusqu'à satisfaction, comme en juin 1936 ou en mai 1968. C'est à cela que nous devons nous préparer.

Et c'est à cela que peut servir la journée du 24 mai, si nous savons l'utiliser pour nous préparer et nous organiser. Avec les directions syndicales, si elles veulent prendre la tête du mouvement ; sans elles, si pour elles le 24 mai n'est qu'un nouveau baroud d'honneur destiné à lanterner les travailleurs.

Arlette LAGUILLER

BARRE-MITTERRAND A LA TÉLÉVISION :

DIALOGUE DE BONNE COMPAGNIE POUR RASSURER LA BOURGEOISIE

● Nous ne savons si vraiment la France entière aura regardé et suivi le débat entre Mitterrand et Barre comme le prévoyait la presse. Pour des millions de travailleurs, il aura en tout cas été bien décevant.

Il y a eu, bien sûr, les piques habituelles et les mots usuels en ce genre de rencontre. Et encore le plus souvent enveloppés, mouchetés, entourés de précautions oratoires, sauf à de rares moments. C'était pour tout dire un dialogue de bonne compagnie, entre gens du même monde, qui ne s'aiment pas sans doute, mais en tout cas se connaissent bien et s'estiment peut-être.

Mais au-delà, sur les problèmes qui intéressent les travailleurs et les classes populaires : rien ou pratiquement rien. Le problème du chômage repoussé pendant une heure fut finalement bâclé en deux répliques ; celui des salaires à peine abordé, sauf à propos du SMIC ; la

vie à changer a juste arraché quelques belles phrases à Mitterrand mais c'était des phrases d'une conclusion générale et pompeuse. Et c'est tout.

Barre était venu là avec l'unique volonté de mettre Mitterrand en porte à faux avec son allié le Parti Communiste. On comprend évidemment qu'il n'avait guère envie de s'étendre sur les résultats de sa politique. Il s'est donc contenté de répéter que les circonstances étant ce qu'elles sont, ce n'est pas si mal... et, bien sûr, que ce sera bien mieux demain.

Mitterrand s'est d'ailleurs bien tiré des assauts du Premier ministre. Le Parti Communiste peut bien proposer toutes les réactualisations du Programme commun qu'il veut, la décision appartient à l'ensemble des partenaires de la gauche donc au Parti Socialiste et donc à Mitterrand. Et de rappeler que sur les problèmes essentiels, l'Europe, la force de

frappe, dans les mois qui viennent de s'écouler, c'est le Parti Communiste qui est venu sur les positions du Parti Socialiste c'est-à-dire celles qui conviennent à la bourgeoisie française et pas l'inverse.

Mitterrand était là pour prouver qu'il est un futur Premier ministre convenable, qui comprend les problèmes, sait les difficultés, a une politique pour tenter de les surmonter : s'appuyer sur la confiance que les travailleurs font aux partis qui le soutiennent, lui, Mitterrand. Mais il était là aussi pour prouver qu'au seuil du pouvoir, il sait qu'il faut se garder de souffler sur les espoirs de ces travailleurs. Aussi alors qu'il avait l'occasion de s'adresser justement à des millions d'entre eux, il s'est gardé de leur promettre quoi que ce soit, il s'est gardé de s'adresser à eux. Il s'est au contraire posé comme celui qui serait le garant contre tous les débordements des travailleurs com-

me de ses propres alliés. Il a dit d'avance non aux propositions nouvelles du PCF. Il a répété que, quelles que soient les humeurs du CERES, il était bien le patron dans son propre parti.

Il nous est certes difficile d'en juger, nous, mais au vu de sa prestation de jeudi soir, la bourgeoisie française a dû se rassurer encore un peu plus, si tant est qu'elle est vraiment inquiète à l'idée d'un futur gouvernement Mitterrand en 1978.

Les travailleurs, eux, n'étaient pas concernés par les propos que s'échangeaient le Premier ministre de Giscard et le Premier secrétaire du Parti Socialiste. C'est bien le signe qu'il n'y avait sur le plateau de l'événement que les deux Premiers ministres, l'actuel et le futur, de deux gouvernements qui ne sont, ni ne seront ni l'un ni l'autre leur gouvernement.

Jacques MORAND

Les comptes du Programme commun par le PCF : une provocation... limitée

A en croire la levée de boucliers qu'elle a provoquée, la publication par le PCF des comptes du Programme commun montre que celui-ci ferait de la France une démocratie populaire !

Les hauts cris de la droite, qui saisit l'occasion pour « dramatiser » les conséquences de la venue éventuelle de la gauche

au gouvernement, étaient sans doute attendus par le PCF. Indépendamment de la valeur de ces chiffres, difficiles à vérifier sans doute, le PCF a en effet délibérément choisi de provoquer cette levée de boucliers. Maintenant, les dramatisations de la droite permettent justement au PC d'apparaître comme l'« aile » radicale de l'Union de la gauche, tandis que ses partena-

naires du PS apparaissent un peu gênés.

Mais si ces chiffres sont vraiment trop gros pour la bourgeoisie française — ce qui n'est pas prouvé — les propositions du PS seront bien en deçà des siennes. Et le PCF finira par faire des concessions et pourra expliquer cela tout simplement par le « souci d'unité ».

Et pourtant, du point de vue des travailleurs, les propositions du PCF sur les augmentations de salaires et de pensions n'ont rien d'exorbitant : 2 200 F par mois pour le SMIC, 1 200 F pour les pensions. Il faut même remarquer à ce propos que le « chiffrage » du PCF laisse entendre que celles-ci ne seraient valables qu'en 1980, alors qu'il a dit jusqu'ici qu'elles seraient applica-

bles dès la venue de la gauche au pouvoir, soit en 1978.

Comme on le voit, les propositions du PCF ne vont, dans la réalité, pas bien loin. Et après « l'actualisation » du Programme commun, c'est-à-dire une coupe dans ces mesures, que restera-t-il donc ?

A.F.

● Pour Marchais, les Antilles c'est en France

Georges Marchais, écrivant à Raymond Barre pour demander que les libertés démocratiques soient garanties dans les DOM, évoquait « ces peuples qui veulent l'autonomie dans le cadre de la République française, ce qui correspond à l'intérêt mutuel ». A vrai dire, le Programme commun ne parlait pas davantage d'indépendance pour les DOM, en 1972. Mais il n'était tout de même pas aussi précis quant à leur maintien dans l'orbite colo-

niale de la France, reconnaissant « le droit à l'autodétermination des peuples des DOM et des TOM » et prévoyant « un nouveau statut » permettant « à ces peuples de gérer eux-mêmes leurs propres affaires ».

A l'époque d'ailleurs, cela n'avait pas été apprécié, en particulier par les socialistes de la Guadeloupe : ils jugent ce texte — de même que sa position dans le chapitre du Programme commun consacré à la politique étran-

gère — par trop « indépendantiste » d'inspiration.

Le PCF fait donc amende honorable en ce domaine, comme dans tous les autres, pour se ranger aux conditions du parti de Mitterrand.

Olivier Stirn se félicite, quant à lui, de ce qu'il qualifie de « virage à 180° » de la part du PCF. D'ici que celui-ci reproche à Giscard d'avoir bradé le territoire national en acceptant l'indépendance à Djibouti !

● Le PCF pour le maintien de la force de frappe

Alors que jusqu'à présent, officiellement, le Programme commun réclamait « la renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit », aujourd'hui le PCF annonce que cette position n'est plus valable. Parce que « cet armement est un fait et qu'il représente le seul moyen de dissuasion réel dont disposera pour un temps le pays pour faire face à une menace d'agression », continuer de refuser équivaldrait à renoncer à une politique d'indépendance nationale conséquente. Et c'est aussi pourquoi, tout en s'opposant à « toute course aux armements nucléaires », le Parti Communiste explique aussi qu'« en l'absence d'un système de sécurité collective en Europe », il est « pour la maintenance de l'arme nucléaire, c'est-à-dire pour le maintien de l'aptitude opérationnelle d'armes

nucléaires, ce qui implique son entretien et l'inclusion des progrès scientifiques et techniques au niveau quantitatif ».

Son partenaire dans l'Union de la gauche, le PS, affirme depuis longtemps déjà qu'il faut réexaminer le Programme commun sur ce point. Mais il n'empêche que le PCF aura été le premier des deux à prendre officiellement et publiquement position. Et c'est bien entendu un gage de plus donné par ce parti à la bourgeoisie française ; un gage de plus que, s'il participe demain au pouvoir, il ne remettra pas en cause les choix essentiels de la bourgeoisie de ce pays, même en ce qui concerne la politique d'armement ; un gage plus important que tous les « chiffrages » du coût des éventuelles mesures sociales.

H.M.

● « Rocard des sous » (à crier après mars 78)

Michel Rocard n'est pas encore ministre des Finances, mais il parle déjà d'austérité.

Dans une réunion de jeunes patrons, il a une nouvelle fois annoncé la couleur en déclarant : « A titre personnel, s'il fallait réévaluer le SMIC aujourd'hui, il se situerait environ à 2 000 F ».

Ainsi « à titre personnel », dès à présent, et peut-être demain à titre de ministre, Rocard rogne sur ce que demandent les syndicats, c'est-à-dire 2 200 F par mois pour les smicards, et il demande par avance assistance aux patrons en déclarant « Nous souhaitons le renforcement des organisations patronales ».

Les jeunes patrons ont dû sauter de joie en entendant tous ces beaux discours, et même l'un d'eux a félicité Rocard par cette formule : « Vous êtes le plus à droite des hommes de gauche ».

C'est Robert Fabre qui ne va pas être content !

Y.B.

La majorité compte ses voix

Taxe professionnelle : pas de vagues !

Le gouvernement, après l'avoir retiré de la discussion à l'Assemblée nationale, vient de remanier son projet de loi sur la taxe professionnelle.

Cette taxe professionnelle est l'impôt créé en 1976, et remplaçant quatre impôts distincts, dont la patente, qui servaient principalement à alimenter les caisses des collectivités locales. Pour

un grand nombre d'artisans, de commerçants et petits entrepreneurs, cela s'est traduit par des augmentations importantes des sommes versées. Et depuis plusieurs mois, les organisations professionnelles de ces catégories sociales... et les députés de la droite demandaient à ce qu'on revienne sur ce projet.

Toujours ferme, le gouverne-

ment annonçait qu'il n'en était pas question.

Et voilà que le jour de la discussion de ce projet, mardi 10 mai, le ministre Boulin annonçait que le gouvernement reprenait son projet pour « raisons techniques ».

Ce qui n'empêcha pas le conseil des Ministres du lendemain de dire le contraire en indiquant

qu'il s'était agi de « parvenir à un accord avec la majorité parlementaire ». Une nouvelle mouture du texte était faite. Les montants à percevoir en 1977, pour ceux qui paient « au plafond », seront au même niveau qu'en 1976, et pour compenser ce manque à gagner ceux qui ne paient pas au « plafond » verseront 6 % en plus. De plus, il

est prévu de renouveler ces dispositions en 1978. Ainsi, si les collectivités locales voient leurs ressources diminuer relativement, c'est au gouvernement de la gauche qu'elles s'en prendront !

Mais il n'y aura pas de crise parlementaire : une nouvelle fois le gouvernement a voté la confiance au RPR.

Jean MASSARDIER

C'est Haby qu'il faut mettre hors programme !

La campagne de Haby, l'actuel ministre de l'Education nationale, contre la « politisation des établissements scolaires » va bon train.

Après ses déclarations, il y a quelques semaines, contre « les propagandistes sans scrupules », Haby repart en guerre.

Dans une interview à l'Aurore,

le lundi 9 mai, il annonçait que les parents qui le souhaiteraient pourraient demander à inscrire leurs enfants dans d'autres établissements que celui qui leur est assigné par la « carte scolaire » s'ils jugeaient ce dernier trop politisé.

Cette invitation est un geste qui, comme les promesses d'ai-

de à l'enseignement privé, est destiné à flatter à quelques mois des élections un électoralat de droite très réactionnaire.

Mais Haby va plus loin encore. Et la palme revient sans doute aux déclarations qu'il a faites récemment à France-Inter. En effet, au cas où toutes ces pres-

sions ne parviendraient pas à préserver les jeunes du poison politique de gauche, Haby pourrait avoir recours à des mesures encore plus radicales : « S'il n'est pas possible d'enseigner des matières comme l'histoire, la philosophie, l'économie sans faire abstraction des idéologies, qui peuvent sous-tendre telle ou

elle démonstration, il faut les supprimer de l'enseignement ».

On avait déjà un ministre du Travail qui organisait le chômage, on a aussi un ministre de l'Enseignement champion de l'obscurantisme. C'est curieux, le libéralisme avancé...

H.M.

La création d'un " mouvement pour l'organisation des communistes autogestionnaires " : nouvelle organisation, mais vieilles idées

Le 7 et le 8 mai, s'est tenue une assemblée des « communistes pour l'autogestion ». Ce rassemblement, dû à l'initiative de la majorité des militants de la tendance B du PSU qui avaient décidé de quitter cette organisation, regroupait environ 500 personnes. Pour la majeure partie, elles étaient issues du PSU, mais venaient aussi de la LCR (les déclarations faisant de la surenchère sur l'autonomie des femmes, des lycéens, etc. visent d'ailleurs explicitement à attirer les opposants qui se sont manifestés au dernier congrès de la LCR) et un certain nombre d'inorganisés, membres ou pas d'organisations dites de masse : mouvement des femmes, mouvement des homosexuels, etc.

Une bonne partie des débats a été, semble-t-il, consacrée à la

critique des pratiques organisationnelles de l'extrême-gauche qui, selon les porte-parole de ce regroupement, ne prend pas suffisamment en charge les aspirations autogestionnaires qui se font jour dans les luttes actuelles, mais aussi dans les organisations traditionnelles telle la CFDT par exemple.

Dans l'immédiat, le nouveau mouvement se propose d'engager le débat de façon privilégiée avec le PSU. Il vient d'adresser une lettre ouverte à cette organisation, dans laquelle il se revendique de la continuité politique de ce parti : « Ensemble à Toulouse nous avons voté le « Manifeste » qui faisait du parti le parti de l'autogestion » écrivent-ils dans cette lettre. « Ensemble nous avons reconstruit le PSU en espérant en faire le parti des 100.000 de Be-

sançon ». Mais il s'adresse aussi à la LCR et à l'OCT qui, dit-il, manifestent une sensibilité particulière aux thèmes autogestionnaires. C'est cette référence à l'autogestion qui constitue la pierre de touche de ce regroupement et qui lui tient lieu de cadre programmatique. C'est cette même référence qui caractérise la démarche organisationnelle de ses militants : « Ni centralisme, ni fédéralisme », disent-ils. Mais quoi ? L'autogestion, bien sûr. Comme quoi ce terme flou peut servir à tout, à défaut de mener quelque part.

Ces camarades se proposent de mettre sur pied une « organisation autonome de la jeunesse », qui prendrait en charge la révolte des jeunes telle qu'elle s'est exprimée lors des mouvements de la jeunesse scolarisée de ces der-

nières années et qui, selon eux, traduit, au travers du refus des organisations, l'aspiration autogestionnaire. Dans cette perspective, ils envisagent de provoquer fin mai une rencontre de jeunes.

Sur le plan politique, ces camarades se proposent de lutter dans la perspective des prochaines échéances politiques « pour un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations aujourd'hui majoritaires, PC-PS ». Ils se déclarent prêts à prendre en charge des campagnes pour les « nationalisations sous contrôle ouvrier, sans indemnité ni rachat » et pour la constitution d'un syndicat de soldats non dépendant de la hiérarchie et lié aux organisations ouvrières. Ils soutiennent les mouvements autonomes des femmes, la lutte des minorités nationales.

Tout cela doit, disent-ils, être précisé dans les débats qui auront lieu dans les mois qui viennent. Ces débats doivent se traduire par la publication d'une revue et se conclure par la tenue d'un congrès au cours de l'automne 1977.

Mais un tel débat n'a-t-il pas déjà eu lieu — et largement — depuis 1968 au sein des courants gauchistes, à la fois en ce qui concerne les problèmes organisationnels et les objectifs politiques ? En fait de recherches, les camarades de ce mouvement reprennent des vieilles organisations et politiques, vieilles qui ont mené une bonne partie des gauchistes de 1968 soit au PSU soit dans les groupes spontanés... dernières étapes avant le saut hors du militantisme politique.

Jean-Pierre VALI.

Lutte de classe

Au sommaire du numéro 45 :

- L'Ethiopie après deux ans de pouvoir militaire.
- Italie : la crise de l'extrême-gauche.
- CET : défendre les idées révolutionnaires ou propager l'apolitisme ?
- Face à la violence raciste, quelle politique pour l'extrême-gauche américaine ?

Pour se le procurer, le demander à nos militants ou écrire au journal.

Ceux du Technique

Au sommaire du numéro 32 :

- Non au chômage, non à l'avenir que nous réserve le capitalisme.
- La 3^e conférence de Ceux du Technique.
- La fête de Ceux du Technique.
- Les CET en lutte.
- Les relations élèves-professeurs.
- Faut-il une organisation syndicale dans les CET ?
- La gauche au gouvernement peut-elle changer la vie ?

Pour se le procurer, le demander à nos militants, ou écrire à Ceux du Technique, BP n° 507, 5865, Paris Cédex 18.

MEETING ANGOULEME

MERCREDI 18 MAI

« La crise, les élections...
Quelles perspectives pour
les travailleurs ? »
Salle Philharmonique
20 h 30

MEETING LUTTE OUVRIERE

« Quelle riposte ouvrière
à la crise ? »

A LA CIOTAT
LUNDI 16 MAI
Salle Pelloutier
18 h 30

Ceux qui tricolorent

Le Monde daté du 8-9 mai publiait un appel à un meeting sur le thème « Contre une Europe capitaliste germano-américaine », dans lequel les signataires s'en prennent « au Marché commun dominé par le capitalisme allemand et ouvert au marché mondial dominé par les USA ».

Ainsi, on y relève que déjà « la RFA a rétabli à son profit un cartel européen de l'acier, a mis sous sa coupe les sidérurgies hollandaise, belge et luxembourgeoise et paralyse toute mesure commune qui pourrait sauver les sidérurgies française et anglaise ». C'est pourquoi, entre autres, « le modèle allemand proposé à l'Europe rappelle des

heures sombres du passé ». Et, pour ceux qui n'auraient pas compris l'allusion, l'appel insiste : « En présentant le projet de ratification de l'Acte diplomatique du 20-9-1916, assorti de « garanties » légales (Giscard et Barre) renouvellent la tactique parlementaire de Pierre Laval lors de la création du gouvernement de Vichy ».

Que de tels propos nationalistes, « qui rappellent des heures sombres du passé », soient tenus par des gens se proclamant de gauche, comme un général Binoche ou un général de la Bollardière ou même Jean-Paul Sartre n'a rien de surprenant.

La présence parmi les signataires

de Michel Mousel et de Charles Piaget, dirigeants du PSU, ne fait que confirmer la nature politique de ce parti.

Mais on relève aussi, dans le concert des cocoricos chauvins, le nom de I. Joshua, membre de la direction de l'OCT, organisation qui se prétend communiste révolutionnaire et internationaliste. L'OCT découvrirait-elle, à la suite du PCF, que les travailleurs français doivent, pour lutter contre la crise, défendre les intérêts de l'industrie française... c'est-à-dire ceux de leurs capitalistes ?

Le nationalisme recouvre toujours des intérêts bourgeois. L'OCT, en poussant des cocoricos, est en drôle de compagnie.

Italie

LA CAMPAGNE POUR LES " HUIT RÉFÉRENDUMS "

Une partie de l'extrême-gauche italienne a pris l'initiative de recueillir des signatures pour obtenir la tenue de huit référendums. La loi italienne prévoit en effet la possibilité de provoquer un référendum, à condition de recueillir pour cela un nombre suffisant de signatures, qui est fixé à 500 mille, et cela dans une période de 90 jours.

Les questions sur lesquelles les initiateurs de cette campagne ont choisi de demander la tenue d'un référendum sont au nombre de huit. Il s'agit de réclamer l'abrogation de huit séries de lois jugées particulièrement répressives : la loi instituant la justice militaire, les lois (dérivant du code pénal fasciste) permettant la répression antisyndicale et limi-

tant la liberté de manifestation, et même d'opinion, les lois discriminatoires envers les femmes, notamment en matière de mariage et d'adultère, la « loi Reale » de 1975, sur l'ordre public, ainsi que les lois sur l'internement psychiatrique, sur le financement public des partis, sur les commissions d'enquête parlementaires, et le Concordat avec le Vatican.

Cette campagne a commencé à l'initiative du Parti Radical, un groupe représenté au Parlement italien et que l'on peut caractériser comme libertaire, et de Lotita Continua. Elle a obtenu le soutien des maoïstes du MLS (Mouvement des Travailleurs pour le Socialisme) et « l'appui externe » de Avanguardia Operaia. Par

contre le PDUP y semble jusqu'à présent opposé.

Le 4 mai, en 34 jours de campagne, le comité d'initiative pour les référendums avait déjà obtenu 310.000 signatures. Il semble donc bien placé pour obtenir, d'ici la date limite du 30 juin, les 500.000 signatures nécessaires.

Il reste évidemment la question de la justesse de cette tactique. Les lois les plus répressives et les plus iniques de l'Etat italien peuvent-elles être abolies par un simple référendum ? Et si celui-ci, à condition d'abord qu'il ait lieu, se terminait par un résultat négatif ? Serait-ce une aide... ou une entrave supplémentaire pour tous ceux qui veulent lutter, à juste raison, pour l'abrogation de ces lois ?

lu avec intérêt...

N° 27 quotidien communiste révolutionnaire
rouge
(9 et 10 mai)

**LES PAYSANS
DE SANRISUKA**

Depuis onze ans, des paysans japonais s'opposent à l'ouverture de l'aéroport de Tokyo-Narita. Ils y ont construit une tour afin d'empêcher les avions de décoller et d'atterrir. Le 6 mai, la police japonaise a occupé les lieux, détruit la tour, et elle rencontre depuis lors la résistance violente des paysans organisés dans la « Ligue d'opposition à l'aéroport », et soutenus par des étudiants.

A l'occasion de ces événements, Rouge a publié dans ses numéros des 9 et 10 mai un reportage effectué sur place il y a deux mois par Alain Krivine. Nous en extrayons ci-dessous quelques passages.

« Neuf fois différée, l'ouverture de l'aéroport est prévue pour l'automne mais il reste encore quelques formalités juridiques à accomplir et surtout à vaincre la résistance de toute une population.

Il a fallu, en effet, procéder à l'expropriation de plusieurs dizaines de paysans. (...)

Si certains paysans ont accepté dès le départ des indemnités, il reste encore 10 % du terrain à acquérir. (...)

Mais d'autres obstacles existent qui discréditent le projet gouvernemental. Rien n'a été prévu pour relier Narita à Tokyo. Il n'y a pas d'autoroute et il faut compter deux heures en voiture pour rejoindre la capitale par une route nationale toujours encombrée. Le gouverneur de Tokyo, soutenu par le PS, a d'ailleurs refusé de donner son accord à la construction de nouveaux moyens de transports tant que subsistera l'opposition des paysans de Narita. Enfin, comble de malchance pour le pouvoir, la construction d'une voie ferrée a dû être interrompue du fait de l'opposition des riverains. (...)

Chez les paysans, la gauche est absente. La Ligue contre l'aéroport s'est donc créée en dehors des partis politiques même si elle va bénéficier, dans une première étape, du soutien du PC et du PS.

Elle regroupe aujourd'hui 350 familles réparties dans vingt-cinq villages. (...)

La Ligue est connue dans tout le Japon, le village de Sanrisuka est devenu un

symbole et le président Tomura une personnalité qui a décidé de mettre toutes ses forces au service du combat des paysans. (...)

Il faut plus de deux heures en voiture pour parvenir de Tokyo au village de Sanrisuka. Un village comme les autres avec ses maisons basses en bois et ses toits bleus. (...)

Au fond d'un sentier, au milieu d'un vaste champ, se dresse une grande ferme en bois et en pierres. Devant l'entrée, flotte en haut d'un mas un drapeau rouge frappé du sigle de la IV^e Internationale. Les camarades de la JCR (1) nous attendent, ils sont une quinzaine. (...)

Le camarade Miyamoto nous explique la place des révolutionnaires dans la lutte des paysans.

« Cela fait plusieurs années que les organisations révolutionnaires ont envoyé ici des militants. Nous avons été très bien accueillis mais les paysans, à juste titre, nous ont dit qu'ils tenaient à garder le contrôle total de leur lutte. C'est donc la Ligue qui prend toutes les décisions. Nous allons avec eux faire les meetings de soutien dans le pays, nous travaillons la terre avec eux et assurons la garde, seuls la nuit, avec eux la journée. (...)

Toute cette organisation et cette mobilisation ne manque pas d'impressionner. On croit rêver dans ce « territoire libéré » où les formes d'auto-organisation et d'autodéfense sont dix coudées au-dessus du niveau général des luttes dans le pays. Mais il faut rappeler que cette bataille dure depuis onze ans et que, durant ce temps, beaucoup de choses ont été apprises. Les paysans sont ici désormais convaincus qu'ils luttent contre le capitalisme et qu'ils ont besoin de l'aide des ouvriers et des étudiants. Ils accueillent fraternellement les révolutionnaires et discutent avec eux parce qu'ils ont vu le type de soutien que ceux-ci leur apportaient. (...)

(1) Jeunesse Communiste Révolutionnaire. Organisation de jeunesse de la LCR (section japonaise de la IV^e Internationale). Plus de 1 000 militants. »

ROUGE et les PC "eurocom- munistes"

Rouge vient de publier successivement (numéros des 2, 10 et 12 mai) des interviews de dirigeants des PC italien, français et espagnol, en donnant à cette publication une importance exceptionnelle ; et c'est un fait que, en soi, le feu vert donné par le PCF pour que son secrétaire fédéral dans la Loire, accorde une telle interview à un journal trotskyste, est une manière de petit événement.

Bien certainement il s'agit pour le PCF d'offrir « tactiquement » un visage un peu plus avenant que de coutume en direction de l'extrême-gauche, à un moment où il s'attache à faire feu de tout bois en vue des élections, et surtout où il tient à apparaître comme le « parti des libertés » dans le cadre de sa concurrence avec le Parti Socialiste.

Mais si le geste du PC peut surprendre, l'attitude des camarades de la LCR dans cette affaire, elle, est, disons curieuse. Ces trois entretiens avec des dirigeants stalinien ne sont accompagnés dans Rouge d'aucun commentaire, d'aucune analyse de la politique de leurs partis. Au moment où le PCI soutient à fond le gouvernement Andreotti, il fait tout ce qui est en son pouvoir pour neutraliser la classe ouvrière italienne et permettre que le patronat lui fasse payer la crise, le seul titre qu'il trouve est : « Italie : le PCI soutient-il la politique d'austérité ? ». On était pourtant en droit de penser que la LCR avait déjà répondu à cette question. Et d'ailleurs dans l'interview elle-même, Alfredo Reichlin est fort clair sur la nécessité des sacrifices pour les travailleurs.

De même avec Victor Diaz Cardiel, dirigeant du PCE, la rédaction de Rouge dialogue sur la politique et les perspectives de ce dernier, sans prendre la moindre distance avec les propos de Cardiel qui va pourtant jusqu'à justifier la reconnaissance récente du drapeau de la monarchie espagnole par le PCE.

Certes, nous préférons certainement nous-mêmes que les stalinien, notamment français, soient prêts à accorder des interviews à la presse trotskyste plutôt qu'à organiser des commandos pour interdire à diffusion de cette même presse, comme ils le firent pendant longtemps.

Mais le retour à une simple attitude correcte de leur part — en admettant que ces interviews soient bien le signe définitif d'un changement en la matière — n'a certainement aucune raison d'amener les révolutionnaires à passer brusquement sous silence les critiques et les divergences qu'ils ont avec une politique que nous savons néfaste pour la classe ouvrière. Cette critique est même d'autant plus nécessaire lorsque c'est à la presse révolutionnaire que les dirigeants des PC s'adressent.

Le simple fait que des dirigeants du PCF aient une attitude plus amicale à l'égard de la LCR suffirait-il donc pour faire oublier à celle-ci tout ce qui sépare les révolutionnaires des gens prêts à aller au gouvernement pour faire payer la crise aux travailleurs ?

Christiane LE GUERN

quotidien communiste révolutionnaire
rouge

**LA REPRESSION
DANS L'ARMÉE
CONTINUE...**

**LES COMITES
DE SOLDATS
AUSSI**

Une vague de répression s'abat depuis le début de la semaine à Brest sur les appelés accusés de participer aux activités du comité de marins « Tonnerre de Brest ». Au moins six appelés sont actuellement au trou ou retenus par la sûreté navale.

La hiérarchie reproche à l'un des trois matelots du CFM-dépôt retenu prisonnier d'avoir l'Humanité dans son caisson, à un autre d'avoir assisté à une réunion de comité et au troisième on voudrait faire endosser les textes jugés diffamatoires par son commandant. (...)

Les autorités militaires cherchent à mettre en avant le contenu d'un des articles du dernier numéro de Tonnerre de Brest distribué massivement aux permissionnaires, vendredi 29 avril.

Mais il est clair qu'il ne s'agit là que d'un prétexte pour tenter de briser les

reins du comité qui, depuis trois ans, défend sans relâche les revendications des marins. Quelques-unes de ces revendications avaient d'ailleurs été publiées récemment dans une lettre ouverte aux candidats aux élections municipales. (...)

Cette affaire ne va pas arranger l'image de marque de la marine si étouffante à Brest. Lors des inculpations devant la Cour de sûreté de l'Etat, la campagne de soutien avait rencontré un écho très large.

Un comité de soutien aux marins emprisonnés s'est constitué dans le prolongement de cette campagne et appelle tous les militants solidaires de la lutte des soldats à le rejoindre. »

Selon Rouge du 11 mai, le nombre des matelots interrogés serait aux dernières nouvelles d'une vingtaine, et celui des emprisonnés se monterait à huit.

Dans son numéro du 10 mai, Libération relate un nouvel accident mortel dans l'armée.

« Mardi 3 mai, le 74^e régiment d'artillerie part en manœuvre. Le mardi soir, trois motos sont déjà accidentées, un appelé est à l'hôpital. Mercredi matin, un camion citerne se renverse à l'entrée d'Auteuil (Doubs) : deux blessés très graves et un mort, Jean-Louis Hapillon, âgé de 20 ans. Des appelés du 74^e RA dénoncent la tension permanente des soldats

en raison de la lourdeur des services de garde et d'alerte. Pendant la manœuvre, les véhicules sont gardés par les chauffeurs eux-mêmes, ce qui aboutit à un temps de sommeil de huit heures, fractionné sur quarante-huit heures. Le commandement, fidèle à sa bonne habitude, rejette toute la faute sur les victimes en les accusant d'imprudence. J.L. Hapillon, qui conduisait le camion citerne, ne connaissait pas la manipulation de cet engin : il en est mort. »

Libération

**L'ARMÉE
ÇA TUE...**

L'ARGENTINE

SOUS LA BOTTE DES MILITAIRES



Le 24 mars, les militaires instaurent l'état d'exception. (Ph. UPI)

Un an de pouvoir

Le 24 mars 1976, les militaires s'emparaient du pouvoir en Argentine. La junte militaire conduite par le général Videla mettait un terme à la deuxième expérience péroniste qui s'était avérée un échec. Mais ce putsch militaire, préparé de longue date, n'a pas été une simple reprise en charge du pouvoir politique par l'armée, une armée d'ailleurs très habituée à la chose puisque depuis 1930 elle en est

LA POLITIQUE ECONOMIQUE DES MILITAIRES

Pour les militaires au pouvoir, la crise économique provenait de ce que « le peuple y vivait au-dessus de ses moyens ». Et pour le ministre de l'Economie, Martinez de la Hoz, le problème essentiel était donc de baisser le niveau de vie de population et d'ouvrir la porte plus grande aux capitaux américains.

Lors de son premier passage au pouvoir, de 1945 à 1955, Peron, profitant du boom économique, avait pu acheter un temps la paix sociale. Il avait lui-même mis en place la puissante organisation syndicale, la CGT, liée au pouvoir d'Etat.

Après la destitution de Peron en 1955, ce mouvement syndical péroniste, malgré son éclatement en plusieurs fractions rivales mais tout aussi réactionnaires, reste le canal de puissantes luttes ouvrières.

En rappelant Peron en 1973, la bourgeoisie espérait que celui-ci saurait, par une politique bonapartiste, s'appuyer sur les bureaucraties syndicales et neutraliser la classe ouvrière. Mais ce fut un échec.

REPRIMEE, MAIS NON ECRASEE

Sans doute est-ce passivement que la classe ouvrière argentine a subi le coup d'Etat militaire de mars 1976. Mais aujourd'hui, alors que la répression s'est abattue sur les responsables syndicaux oppositionnels, sur les militants syndicaux, sur des milliers de travailleurs, tandis qu'une fraction de la bureaucratie syndicale choisit de composer avec les militaires, la classe ouvrière s'est manifestée à plusieurs reprises. De mars à août 1976, 30 pour cent de la production aurait été affectée par le sabotage. En septembre, des grèves partielles, des ralentissements de production ont touché l'industrie automobile. Début octobre, le licenciement de 214 travailleurs, dont 30 délégués syndicaux, fut à l'origine d'une grève de l'électricité qui perturba l'activité de la région de Buenos Aires pendant un mois. A la mi-octobre, c'était le tour des dockers de Buenos Aires.

Toutes ces manifestations, si limitées soient-elles, attestent de la combativité de la classe ouvrière argentine.

La persistance de la crise économique, le fait que malgré la répression une agitation ouvrière se maintient tandis que les Montoneros et les commandos de l'ERP continuent les attentats terroristes, entraînent des tensions au sein de l'armée. Là encore, il semble que Videla ait à faire face à une double opposition. Celle des partisans d'un retour à un régime plus souple et celle composée des partisans d'une répression accrue et d'un bain de sang à la chilienne, dont le général Suarez Mason serait l'un des porte-parole. La condamnation à la prison préventive du général Lanusse, qui a été président de l'Argentine de 1971 à 1973, ainsi que celle de deux autres membres de l'ancienne Junte, attestent de la virulence de ces affrontements. Et il est certain que les échéances fixées par Videla, comme quoi l'équipe en place repasserait la main au bout de trois ans, risquent fort d'accroître dans les mois qui viennent le climat de tension et de troubles qui agitent les sphères dirigeantes.

Henriette MAUTHEY.

La Junte fait régner la terreur

La Junte de Videla n'a pas choisi, comme la Junte chilienne, d'écraser d'un coup la classe ouvrière et l'opposition. Mais elle s'est donné les moyens d'une répression féroce.

L'état de siège fut décrété pour une durée indéterminée, les libertés constitutionnelles suspendues, les corps élus dissous, tandis que plusieurs instances judiciaires civiles se voyaient remplacées par des cours martiales dont la compétence devint illimitée. Tout un arsenal de lois répressives d'une exceptionnelle sévérité a été décrété.

Voici quelques exemples.

La peine de mort est officiellement rétablie. Les jeunes de moins de 16 ans peuvent être déferés aux cours martiales.

La police devient intouchable. On peut avoir 4 ans de prison pour désobéissance à un policier, jusqu'à 10 ans pour attenter à son honneur, 15 ans si l'on utilise la violence, la peine de mort ou la réclusion à vie pour l'avoir blessé ou tué.

La participation à une association illicite entraîne une peine de prison de 5 à 12 ans, celle-ci pouvant d'ailleurs atteindre 25 ans s'il s'agit d'une association organisée en cellule. Citer, mentionner des messages ou des images de telles associations peut entraîner des peines de 2 à 6 ans. Parler en public ou même en famille d'un délit ou de l'auteur d'un délit est passible de peines de 6 mois à 5 ans.

Quarante-huit associations politiques ont été interdites et 26 autres resteraient, paraît-il, autorisées. Mais toute activité politique est interdite. De même, la presse est dite « libre », mais elle tombe sous le coup de l'illégalité si elle parle de choses ayant trait



Trois représentants de la junte argentine : au centre, le général Videla.

aux organisations légales ou illégales, à la répression ou aux militaires !

Le droit de grève est supprimé et grévistes et agitateurs violemment réprimés.

Mais ces lois draconiennes restent encore bien en deçà des pratiques répressives utilisées non seulement par les corps légaux de répression, mais aussi par les commandos de l'AAA et autres organisations para-étatiques.

Les assassinats en pleine rue, les enlèvements sont monnaie courante. Des milliers de personnes sont parquées dans des camps de concentration et les prisons, où les exécutions des prisonniers politiques sont nombreuses. Personne n'est informé et les transferts multiples de prison à prison sont destinés à faire perdre la trace des détenus. Quand ceux-ci meurent de faim, de froid, de maladie, à moins qu'ils ne soient torturés à mort ou abattus, leurs corps sont incinérés pour les mêmes raisons.

Et les propos du commandant du 3^e corps d'armée, Luciano B. Menendez (« Pendant que Videla gouverne, je tue ») rapportés dans un compte rendu de la Fédération des droits de l'Homme, donne la mesure de la férocité du régime.

H.M.

à son sixième putsch militaire victorieux.

En choisissant de revenir à une dictature militaire, la bourgeoisie de ce pays entendait se donner les moyens d'en finir avec l'agitation politique. Il s'agissait pour elle d'imposer par la violence et la répression des sacrifices à toute la population laborieuse, en particulier à la classe ouvrière, afin de sauvegarder les intérêts des capitalistes argentins et de l'impérialisme américain dans la crise économique qui sévit depuis des années dans ce pays.

Aujourd'hui, le bilan de ces quatorze mois de pouvoir des militaires est éloquent. Les commandos de guérilleros des Montoneros et de l'ERP ont été, en très grande partie au moins, démantelés. Des milliers de militants de l'opposition, dirigeants syndicaux, militants de gauche ou d'extrême-gauche, journalistes, avocats, ont été assassinés, parqués dans des camps de concentration, portés disparus.

Mais si la terreur règne en Argentine, la crise économique n'est pas jugulée, la paix sociale n'est pas rétablie. Quant au pouvoir politique de Videla, il est contesté au sein même des couches dirigeantes.

En six mois, le salaire réel des travailleurs a baissé d'environ 50 %. Des licenciements massifs ont eu lieu dans plusieurs branches, tandis que des mesures favorables aux banquiers, aux industriels et aux propriétaires terriens se sont multipliées.

Mais si les militaires ont réussi à organiser la misère pour la grande majorité des Argentins, ils n'ont pas pour autant mis un terme au marasme économique. Le taux d'inflation de 340 % en un an (au lieu de 900 % dans les derniers mois du péronisme) reste encore énorme.

Et aujourd'hui, avant d'augmenter à nouveau le nombre des chômeurs en faisant des coupes sombres dans les entreprises en difficulté ainsi que dans l'énorme machine administrative mise en place par le péronisme, les militaires, craignant les réactions de la classe ouvrière, hésitent.

UNE CLASSE OUVRIERE PUISSANTE ET ORGANISEE

La classe ouvrière argentine, nombreuse, concentrée dans les grands centres industriels, a en effet des traditions de lutte, des traditions d'organisation et d'intervention politique qui la rendent particulièrement difficile à manier.

Djibouti

La fin du pouvoir colonial... pas celle des manœuvres impérialistes

C'est par 98 % de « oui » à l'indépendance que s'est soldé le référendum organisé à Djibouti par le gouvernement français. C'est un résultat sans surprise puisque l'organisation même du référendum résultait du choix de l'impérialisme français de préparer l'accession à l'indépendance du territoire. Les truquages, les manœuvres et les pressions du pouvoir

colonial ont donc cessé de s'exercer (comme cela avait été le cas lors des référendums précédents) dans le sens de l'obtention d'une majorité de « non » à l'indépendance. Dès lors, la volonté unanime de la population de Djibouti de voir cesser la présence coloniale française n'a pu que s'exprimer.

Il faut toute l'hypocrisie d'un Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, pour parler, à propos de l'indépendance de Djibouti, de la volonté continue de la France de pourvoir à « l'émancipation du peuple de Djibouti ». Car dans les dernières années, s'il y a eu une volonté continue du gouvernement français à Djibouti, c'est bien d'une volonté de rester à tout prix qu'il faut parler. Et pour lui, l'indépendance n'est conçue que comme un moyen de persévérer encore dans cette volonté.

L'histoire des dernières années de « présence française » à Djibouti, c'est celle de répressions répétées contre les manifestations populaires. C'est celle de l'édification du « barrage », cette enceinte électrifiée de soixante kilomètres de long qui encercle la ville pour prévenir les « infiltrations », c'est celle du trafic officiel de drogue organisé par l'Etat pour tenter d'abrutir la population locale... C'est celle, aussi, des manœuvres politiques de l'impérialisme français pour tenter de limiter la portée de l'indépendance.

Il y a un an encore, le gouvernement français n'envisageait d'accorder l'indépendance qu'en mettant en place, à la tête du nouvel Etat, Ali Aref, président de l'Assemblée territoriale de Djibouti et homme de paille du colonialisme français. L'opposition de la population de Djibouti au pouvoir colonial s'est, de plus en plus, cristallisée contre la personne d'Ali Aref. C'est pourquoi le pouvoir colonial, finalement, non seulement a dû envisager d'accorder l'indépendance à Djibouti, mais aussi de « lâcher » son homme de paille, décidément trop isolé pour être efficace. Après les manifestations de février 1976, il a dû négocier avec les leaders de la LPAI (Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance) l'opposition légale à Ali Aref, alors qu'il venait de les jeter en prison.

C'est donc un échec de cette politique de maintien à tout prix que le gouvernement français doit enregistrer aujourd'hui, en acceptant l'indépendance. Et, en dernière analyse, c'est bien l'opposition résolue de la population de Djibouti, malgré la répression coloniale, qui lui a imposé ce recul. Mais en reculant, il compte bien préserver l'essentiel. En même temps que le référendum, se sont déroulées les élections à l'Assemblée, auxquelles se présentait une liste unique de candidats où la LPAI est majoritaire. Et si, en partant, le gouvernement français compte installer au gouvernement du territoire ses opposants d'hier, c'est bien parce qu'il a obtenu d'eux des assurances précises. Hassan Gouled, Ahmed Dini, les leaders de la LPAI qui seront sans doute demain les dirigeants du Territoire indépendant, ont eux aussi, tout comme Ali Aref, un passé politique de gaullistes ou de giscardiens, liés pendant longtemps au pouvoir colonial. Avant de passer à l'opposition, Hassan Gouled et Ahmed Dini ont été des ministres d'Ali Aref. Et d'ores et déjà, le maintien d'une force militaire française à Djibouti a été négociée. L'impérialisme français ne souhaite pas cesser sa « surveillance » sur le Territoire et il compte tirer argument des rivalités des pays voisins, l'Ethiopie et la Somalie, pour justifier cette présence militaire, au nom de... « la préservation de l'indépendance de Djibouti » !

Il reste à savoir si la population locale l'acceptera longtemps.

André FRYs.



Une manifestation organisée en février 1976 par la LPAI. A cette époque, le gouvernement français soutenait encore Ali Aref et les leaders de la LPAI mettaient encore l'accent sur le nécessaire retrait des militaires français. Depuis, le gouvernement français a lâché Ali Aref, et les leaders de la LPAI leurs revendications... (AFP)

Rhodésie

Une agitation diplomatique qui ne règle rien

Les diplomates américains et anglais ont mis au point un nouveau « plan de règlement » du problème rhodésien, qu'ils ont l'intention de soumettre aux nationalistes noirs et au gouvernement blanc de Ian Smith.

Mais ce plan ne vient, en fait, qu'allonger une liste déjà bien remplie de propositions diverses de règlement négocié. Dans toutes, on retrouve le départ du gouvernement Smith, l'instauration d'un gouvernement mixte transitoire et enfin l'application, pour plus tard, de la « loi de la majorité », c'est-à-dire la remise

du pouvoir entre les mains des Noirs. Il n'y a guère que le calendrier d'application qui diffère dans tous ces plans. Et il n'y a pas d'autre solution, la petite minorité blanche devant un jour ou l'autre céder la place.

Mais en attendant, tous ces plans savants élaborés dans les chancelleries anglaises ou US restent lettre-morte, tout simplement parce que Smith les refuse. Le rapport de forces avec les guérillas nationalistes noires ne le force pas encore à céder.

Et d'autre part, tant que la rébellion nationaliste noire n'est

pas trop menaçante, les USA ne cherchent pas à forcer la main aux Blancs rhodésiens, alors que, s'ils le voulaient, ils auraient très rapidement les moyens d'obliger Smith à composer.

C'est pourquoi, en attendant une aggravation de la situation, on assiste à un ballet diplomatique, avec de « nouveaux » plans de règlement de temps à autre. Et cela, pendant que le régime raciste allonge la liste des victimes des ratissages et de la lutte contre le « terrorisme ».

Pierre MIGENNES

Sénégal

Senghor réprime les étudiants

Cent seize étudiants de l'école des Assistants sociaux et 642 étudiants en 1^{re} année de Sciences exclus, 8 d'entre eux emprisonnés et un expulsé : telle vient d'être la réponse du gouvernement sénégalais à la grève déclenchée depuis deux mois contre les « contrats d'Etat » imposés pour 15 ans

aux étudiants bénéficiaires de bourses d'études.

Cette répression brutale montre une fois de plus les limites du régime de Senghor, qui se présente comme un « libéral ».

Même en s'affublant de l'étiquette « socialiste », le gouvernement de Senghor reste ce qu'il a

toujours été : une dictature dans laquelle aucune opposition, hormis l'opposition légale, contrôlée par le gouvernement, lui-même, n'est tolérée ailleurs que derrière les barreaux, même quand elle émane des milieux relativement privilégiés.

R.M.

DES PINGOUINS BIEN FRANÇAIS

Stirn, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, se console comme il peut de l'indépendance prochaine de Djibouti et de la « nostalgie » qu'il avoue éprouver. Comme il le rappelait récemment dans une in-

terview à Europe 1, il reste... la Terre Adélie et les îles Kerguelen où, selon lui, « la présence française n'est pas contestée ».

En effet... elles sont inhabitées !

Mauritanie

Armes et constructeurs français contre les Sahraouis

La visite du ministre de la Coopération, Robert Galley, en Mauritanie s'est conclue par une promesse du représentant du gouvernement français d'augmenter l'aide en matériel et en « instructeurs » à l'armée d'Ould Daddah.

Le gouvernement français, en bon défenseur des intérêts impérialistes comme il s'est déjà montré récemment au Zaïre, et en bon marchand d'armes qu'il est depuis fort longtemps, vole au secours d'Ould Daddah. Les six otages que les guérilleros sahraouis du Front Polisario ont pri, lors de leur raid du 1^{er} mai sur Zouérate, servent de prétexte.

Les armes et les instructeurs français donneront-ils à l'armée d'Ould Daddah la sève qui man-

que ? Ce n'est pas sûr. Car dans l'autre camp, avec le Front Polisario, il y a un peuple qui combat pour son indépendance et qui trouve là l'énergie nécessaire pour poursuivre la lutte.

Dans ce conflit, le gouvernement français se garde d'intervenir autrement que par armée mauritanienne interposée. Mais dans ces limites, il n'hésitera pas à investir le maximum et à envoyer si nécessaire des « instructeurs » de plus en plus nombreux.

La présence impérialiste en Afrique se maintiendra tant que les opprimés ne se seront pas libérés des Ould Daddah et autres fantoches au service des puissances impérialistes.

H.D.

Une nouvelle " marche rouge " en Ethiopie : le régime à la recherche d'un soutien populaire



Manifestation de soutien au régime le 1^{er} Mai.

(UPI)

Le régime éthiopien se préparait à mobiliser les populations paysannes et à les enrôler pour former les troupes d'une marche sur l'Erythrée. Près d'un an après une tentative avortée de « marche rouge » dirigée contre la rébellion qui s'étend dans la province Nord du pays, cette opération ne peut guère espérer être davantage couronnée de succès que la précédente.

A partir du moment où l'armée, au long de l'année 1974 s'emparait totalement du pouvoir, elle allait voir les obstacles se dresser les uns après les autres sur son chemin. Le renversement du Négus devait ouvrir la voie à une sorte de « révolution nationale » qui se fixait pour but de sortir l'Ethiopie de l'archaïsme extrême dans lequel elle se trouvait. Pays arriéré économiquement, soumis aux divisions ethniques, maintenu sous la coupe de l'Église et des grands féodaux, l'Ethiopie pouvait-elle s'affranchir de ces sujétions ? Les militaires qui prirent le pouvoir en 1974 parurent que oui. Mais représenter les aspirations d'une petite bourgeoisie relativement instruite, et qui visait à moderniser le pays, ne voulait pas dire avoir les moyens de cette politique. L'élimination physique de grands dignitaires du régime entraîna la création dans diverses provinces, de « chouaneries » dirigées par les féodaux. La tentative de réforme agraire amena, semblait-il, des réactions négatives des paysans souvent hostiles à tout ce qui parvenait du pouvoir central, sans provoquer l'affaiblissement des positions des notables des campagnes. En même temps, le régime se heurtait à l'opposi-

tion des étudiants ; ceux-ci représentaient des aspirations voisines de celles des dirigeants militaires, mais ces derniers n'entendaient pas être soumis ni au contrôle ni à la simple pression de ce milieu remuant.

Et surtout la lutte du peuple érythréen pour son indépendance menaçait le moral même des troupes stationnées dans le Nord du pays et, au-delà, le régime lui-même.

Pour faire face à ces résistances, le pouvoir des militaires devait se raidir de plus en plus. Cela signifiait nécessairement qu'il devait gagner en violence, en terreur même, ce qui lui manquait comme appui social. En même temps au sein du DERG (comité militaire dirigeant l'Etat) les conflits se réglaient les armes à la main et aboutirent à la prédominance croissante du Colonel Mengistu. C'est toute une logique qui poussait le régime à accentuer sa pression contre les opposants intérieurs, allant ainsi jusqu'au massacre des étudiants.

En s'appropriant à rassembler des colonnes guerrières contre cette province, le régime de Mengistu espère rallier une partie de la population et peut-être même un certain nombre d'opposants sur une base nationaliste. Mais, même si elle ne se termine pas par un échec complet, cette opération ne changera pas la nature du régime. Il est engagé dans une sorte de fuite en avant, qui consiste au moins autant à renforcer sa dictature qu'à chercher une assise populaire plus large pour le soutenir.

Jean MASSARDIER

Moyen-Orient

La rencontre Carter-Assad : un petit pas vers un règlement politique sous l'égide des États-Unis

La rencontre à Genève du président Carter et du président syrien Assad constitue un nouveau pas de la diplomatie américaine vers un règlement politique du conflit du Moyen-Orient.

Il reste néanmoins un obstacle de taille sur la voie de ce règlement : le refus officiel d'Israël et de l'OLP de reconnaître l'existence l'un de l'autre. Tant que la position des deux parties restera inchangée, il sera impossible à la diplomatie américaine de les réunir autour d'une table de conférence pour négocier les conditions d'un tel règlement.

Si aujourd'hui le représentant de l'impérialisme américain rencontre Assad, c'est que le rôle joué par la Syrie au Moyen-Orient lui donne les moyens de lever cet obstacle, tout au moins en ce qui concerne les Palestiniens. En rétablissant « l'ordre » au Liban, la Syrie a porté des coups terribles aux organisations palestiniennes. Elle semble en position maintenant de les contraindre à accepter de se contenter de la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à reconnaître l'Etat d'Israël sur le reste de la Palestine.

Ce n'est évidemment pas un hasard si, au moment même où Carter rencontrait Assad, on apprenait de sources diverses — par des diplomates américains en poste à Moscou en même temps

que par des dirigeants du Parti Communiste Israélien Rakah — que l'OLP, rompant avec la politique qu'elle a défendue jusqu'alors, envisagerait justement un règlement reconnaissant l'Etat d'Israël et créant un Etat palestinien indépendant. Bien sûr, aucune prise de position officielle de la part de l'OLP n'est encore venue confirmer ces rumeurs : si l'OLP désire apporter la preuve de sa bonne volonté, elle n'entend pas pour autant s'engager sans contrepartie.

Reste l'attitude de l'Etat d'Israël. A Genève, Carter a laissé entendre qu'il pourrait envisager favorablement l'ouverture de négociations sur des bases proches de celles proposées par l'OLP. L'impérialisme américain dispose bien de moyens de pression propres à contraindre Israël à accepter un règlement avec les Palestiniens, y compris à évacuer les territoires occupés en 1967 sur la Syrie, ce qui, pour celle-ci, est certainement aussi une des conditions à ce règlement. Reste à savoir quelle pression le gouvernement américain est prêt à faire sur Israël. Car il n'est certainement pas question pour lui d'affaiblir de trop celui qui reste un de ses meilleurs serviteurs au Moyen-Orient, prêt en permanence à y jouer le rôle de gendarme. Le compromis entre ces deux



Carter-Assad.

(UPI)

nécessités — aboutir à un règlement sans affaiblir Israël — est délicat à mettre sur pied. De nouveaux obstacles peuvent d'ailleurs à tout moment surgir dans cette poudrière qu'est le Moyen-Orient. La rencontre Carter-Assad n'est donc probablement pas — et de loin — le dernier épisode diplomatique dans la longue route qui mène vers un règlement un peu solide dans cette partie du monde.

François ROULEAU.

DÉNATIONALISATION AU PORTUGAL

Le Parlement de Lisbonne a adopté le jeudi 5 mai, un projet de loi définissant les limites des secteurs public et privé de l'économie portugaise. D'après ce projet de loi du gouvernement Soares, 162 des entreprises qui ont été nationalisées après avril 1974 (sur un total de 245) seraient rendues au secteur privé.

Après avoir mis en veilleuse la réforme agraire, rendu des terres occupées à leurs anciens propriétaires, le gouvernement du socialiste Soares poursuit sa politique au service de la bour-

geoisie portugaise et internationale.

Après le 25 avril 1974, les travailleurs portugais avaient pris de nombreuses usines, occupé des terres et dans une certaine mesure obligé le gouvernement à enregistrer cet état de fait. Mais ils avaient laissé l'essentiel, c'est-à-dire l'instrument du pouvoir politique de la bourgeoisie sur pied. L'armée, la police et l'administration, même épurées, et quels que soient les discours politiques de leurs chefs, sont restées les piliers du pouvoir des

capitalistes. En un mot, l'Etat bourgeois n'a pas été touché. C'est lui qui, après avoir finalement remis de l'ordre dans les casernes puis dans la rue, fait aujourd'hui appliquer la politique du gouvernement.

Ce n'est pas le nombre de nationalisations effectuées qui peut changer le sort des travailleurs, leur donner un pouvoir sur l'économie, mais seulement la destruction de l'Etat bourgeois et la conquête du pouvoir politique.

Jean VITTEAUX

Pologne

De nouvelles inculpations

Le 3 mai dernier pour Adam Michnik, quelques jours auparavant pour Jacek Kuron et Jan Józef Lipski, le procureur général de Varsovie a notifié à chaque fois une inculpation qui les rend passibles d'une peine allant de six mois à cinq ans de prison.

Motif de cette inculpation : Michnik, Kuron et Lipski se sont mis en rapport avec une ou des personnes agissant pour le compte d'organisations étrangères dans le but de porter préjudice aux intérêts de la République po-

pulaire de Pologne ! Michnik ne revenait-il pas d'un voyage de huit mois en Occident ?

En réalité, il est surtout reproché à Kuron et à ses camarades d'être des animateurs du Comité de Défense des Ouvriers (KOR), créé au lendemain des grèves spontanées de juin 1976 contre la hausse brutale des prix et des denrées alimentaires. Et l'appareil judiciaire polonais tire prétexte du fait qu'ils ont pris contact avec des organisations occidentales pour les inculper. Que ces organisations occidentales

en question soient des partis de gauche ou des centrales syndicales n'est pas pour les disculper à ses yeux. Bien au contraire.

Ainsi, il est contraire aux intérêts de l'Etat polonais d'avoir des contacts avec des partis de gauche ou du mouvement ouvrier. Ce n'est pas nous qui le disons, ce sont les bureaucrates eux-mêmes. Une façon comme une autre de proclamer de quel côté ils se rangent.

André JULLIARD.

GRANDE-BRETAGNE

La situation actuelle dans le Royaume-Uni

L'article suivant nous a été adressé par les camarades qui publient Workers' Action. Workers' Action est un hebdomadaire autour duquel sont regroupés des militants trotskystes anglais, avec lesquels Lutte Ouvrière entretient des relations fraternelles et a des discussions politiques systématiques.

La ténacité et la persévérance des récentes grèves des 3 000 outilleurs de British Leyland et des ouvriers d'entretien de l'aéroport d'Heathrow ont rompu le long et presque complet silence de la classe ouvrière britannique des deux ans et demi écoulés. Bien que ces grèves aient visé à accroître l'écart des salaires, elles semblent néanmoins annoncer la fin d'une politique de blocage des salaires qui se poursuivait pendant deux ans et demi et renforcer la revendication d'un retour à des contrats librement discutés.

Avec l'aide des voix de la classe ouvrière, le Parti Travailleiste a battu le Parti Conservateur en 1974 et a introduit dans le domaine des contrats sociaux un pacte entre le gouvernement d'Harold Wilson et les bureaucrates syndicaux du Congrès des Trade-Unions (TUC). Le contenu de cet accord n'a jamais été clair, en particulier en ce qui concerne les obligations du gouvernement. Mais les obligations de la classe ouvrière devinrent rapidement très claires. (...)

Cela signifie une succession de blocages pour les salaires — 6 livres en 1975 et 4,5 en 1976. On n'essaya pas même de justifier ces chiffres en prétendant qu'ils suivraient la hausse du coût de la vie. En fait, on expliqua aux travailleurs qu'ils se jetaient eux-mêmes au chômage en faisant monter les prix, qu'ils avaient créé une situation où « le papier-monnaie ne valait pas plus que

des confetti ». Un appel fut lancé pour que ces mesures soient seulement à court terme, jusqu'à « ce que le pays soit à nouveau sur ses pieds ». Le taux d'inflation de 22 % en 1975 et 14 % en 1976 fut mis sur le seul compte des augmentations de salaires. Mais le taux d'inflation actuel de 19 % (le deuxième après celui de l'Italie), après deux ans et demi de blocage des salaires, contredit cet argument. En même temps la classe ouvrière a eu à supporter d'importantes augmentations de prix, atteignant souvent les 200 %, sur l'électricité, le gaz, les tarifs postaux, le téléphone, décidées par le gouvernement pour rendre plus « lucratives » les entreprises d'Etat. Tous les prix des produits importés, en particulier des produits alimentaires, ont augmenté en partie à cause de la dévaluation de la livre sterling (20%). Malgré les quelques déclarations hypocrites du Chancelier de l'Echiquier, Dennis Healey, qui prétendait que les bas salaires avaient été protégés contre l'inflation, ces derniers ont été très durement atteints. (...)

Cela signifie aussi une faible résistance aux coupes sombres qui ont été effectuées massivement dans le budget social, en partie pour transférer les capitaux dans l'industrie et aussi pour inciter le FMI à accorder un prêt substantiel. Plus de 4 milliards de livres ont été supprimés avec toutes les conséquences que cela implique pour les enfants, les

vieux, les malades. Les enseignants, les fonctionnaires, les employés du secteur public sont considérés comme pléthoriques, des hôpitaux sont fermés et les bâtiments publics ne fonctionnent pratiquement plus dans de nombreux endroits. (...)

Cela a signifié une faible résistance à l'augmentation rapide du chômage — généralement supérieur à un million et demi. Avec les restrictions dans le secteur public et les faillites d'entreprises privées, ce chiffre pourrait dépasser très rapidement les deux millions. Le gouvernement et le TUC se plaignent de l'aggravation du chômage, puis ils s'attellent à mettre sur pied le Contrat social qui l'aggraverait encore !

Bien que la classe ouvrière soit restée calme, elle a été traversée par une sourde colère contre la politique gouvernementale. Le Syndicat national des gens de mer et des mineurs a failli rompre le Contrat social l'an dernier, mais l'affrontement a été évité à la dernière minute. L'expression la plus claire de ce sentiment anti-gouvernemental a été l'élection partielle de Stechford près de Birmingham, une circonscription ouvrière avec une importante population émigrée. Là le Parti Travailleiste a perdu un très grand nombre de voix, dont certaines sont allées aux Conservateurs, qui ont gagné le siège, et d'autres au parti fasciste, le Front National. Il y a deux autres élections partielles — Grimsby et Ashfield — qui doivent avoir lieu bientôt, où le parti est sûr de perdre dans les deux cas un grand nombre de voix.

Cela accentue la crise pour le gouvernement, qui ne dispose pas



Len Murray (à droite), secrétaire général du TUC, et Hugh Scanlon, président du Syndicat des métallurgistes, les principaux signataires du contrat social en 1974. (UPI)

d'une majorité parlementaire à toute épreuve. A la fin mars il a dû faire face à un vote de défiance, qu'il a finalement gagné grâce à un accord avec le Parti Libéral, un petit parti ouvertement capitaliste. Mais même si la perte d'autres sièges au Parlement entraîne plus de crises pour le gouvernement, il espère éviter des élections avant l'an prochain — époque à laquelle le gouvernement espère qu'il aura compensé une partie du crédit perdu dans la classe ouvrière.

A l'heure actuelle, le gouvernement Callaghan négocie avec le TUC le contenu du prochain accord salarial, troisième étape qui vise à limiter les augmentations à 8 ou 9 % l'an prochain. La réplique des parlementaires de l'aile gauche du Parti Travailleiste et du Parti Communiste (idéolo-

gie dominante parmi des fractions de la classe ouvrière) est un appel chauvin à contrôler les importations et un appel utopique pour un blocage total des prix. La classe ouvrière n'a pas été défaite depuis la Deuxième Guerre mondiale, mais elle aura à éviter ces tentatives de diversion si elle doit retrouver sa combativité des années 1970. Tout indique que dans les mois qui viennent la vague croissante de mécontentement illustrée par les outilleurs et les ouvriers d'entretien peut balayer toute politique future de blocage des salaires et que la classe ouvrière voudra compenser les pertes qu'elle a subies sous le gouvernement travailleiste.

J. DWYEN
(Workers' Action)

IRLANDE DU NORD

LES EXTRÉMISTES PROTESTANTS MIS EN ÉCHEC

Le mouvement de grève illimitée lancée le 3 mai par les extrémistes protestants irlandais s'est soldé par un échec. Non seulement l'économie ne s'est pas arrêtée, mais la plupart des grandes entreprises ont pu tourner avec 70 % de leurs effectifs, tandis que la majorité des commerçants, d'abord hésitants, ont finalement choisi de rester ouverts normalement. Quant au principal dirigeant du mouvement, le pasteur Paisley, il a été arrêté le 10 mai par la police.

Cet échec montre que la plus grande partie de la population protestante d'Ulster se refuse à suivre Paisley. La bourgeoisie d'Irlande du Nord semble avoir choisi aujourd'hui de l'abandonner ; le patronat d'Irlande du Nord et les autres organisations protestantes ont pris position contre le mouvement.

C'est que Paisley ne propose rien d'autre que la défense de la

domination des protestants sur les catholiques, c'est-à-dire le maintien de la situation actuelle. Or cette situation, c'est l'impasse totale, l'effondrement social et le marasme économique. La guerre civile, qui dure maintenant depuis près de huit ans, pèse sur toute la population, y compris la bourgeoisie du Nord. Alors, celle-ci semble regarder de plus en plus vers une solution qui est aussi envisagée par certains des gouvernants britanniques : une solution négociée entre la Grande-Bretagne et la République d'Irlande, qui aboutirait sous une forme ou sous une autre à l'association de l'Ulster à l'Irlande du Sud. La minorité catholique y gagnerait le sentiment... de ne plus être une minorité opprimée et le gouvernement réactionnaire du Sud serait le garant du maintien de l'ordre contre les extrémistes, y compris catholiques.

La route vers cette solution né-

gociée, qui est sans doute encore longue, doit passer nécessairement par la mise au pas de deux forces qui y sont farouchement opposées. D'une part, les républicains catholiques de l'IRA ; et en République d'Irlande du Sud le gouvernement irlandais s'y emploie lui aussi avec vigueur depuis l'adoption des lois d'exception à la fin 1976. D'autre part les extrémistes protestants d'Irlande du Nord, que la Grande-Bretagne et la bourgeoisie protestante du Nord ont utilisés depuis des dizaines d'années, voire des siècles, mais qui constituent pour l'autre politique qu'elles commencent à envisager, un obstacle encombrant. Avec l'échec du mouvement qu'ont déclenché les partisans de Paisley, la bourgeoisie de l'Ulster et le gouvernement britannique viennent de marquer un premier point dans cette voie.

François ROULEAU.



L'arrestation de Ian Paisley (à droite).

(UPI)

dossier

LE DEBAT SUR LES NATIONALISATIONS

LES NATIONALISATIONS au service des capitalistes

● Le Programme commun

Signé le 27 juin 1972, le Programme commun de gouvernement prévoit :

— La nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier.

— La nationalisation de neuf groupes industriels : Dassault, Roussel-Uclaf, Rhône-Poulenc,

ITT - France, Thomson - Brandt, Honeywell-Bull (aujourd'hui associée à CII), Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson et CGE.

— « Des prises de participation financières pouvant aller jusqu'à des participations majoritaires » à Usinor - Vallourec, Wendel-Sidélor, Schneider, Compagnie française des pé-

troles-CFR-Total.

En ce qui concerne les indemnités, le Programme commun précise : « L'indemnisation des actionnaires des entreprises expropriées fera l'objet d'une solution équitable. Une distinction essentielle sera faite entre les petits et moyens porteurs, vivant de l'épargne réalisée, et les gros porteurs ».

● Les entreprises « nationalisables »

Les neuf entreprises industrielles visées par les mesures de nationalisation du Programme commun représentent 1 % du total des entreprises industrielles françaises, 9 % de la population active industrielle, 15 % des dépenses de recherche-développement, 15 % de l'investissement industriel, 20 % des exportations non agricoles, et 40 % de la capitalisation boursière. La plus importante : Saint - Gobain - Pont - à - Mousson, 146.000 salariés, 21 milliards de chiffre d'affaires. Deuxième groupe mondial pour le verre, travaillant dans les matériaux de construction, la construction mécanique, la fa-

brication d'emballages, etc., elle détient des participations dans près de trois cents sociétés.

A côté de la nationalisation de neuf entreprises industrielles, le Programme commun prévoit celle des deux grands empires financiers qui, à eux seuls, constituent la quasi-totalité du secteur bancaire privé actuel.

La Financière de Suez et de l'Union des Mines, société holding qui constitue, avec Saint-Gobain - Pont - à - Mousson, le groupe Suez ; celui-ci contrôle des banques d'affaires et de dépôts (CIC, Banque d'Indochine, Banque de Suez et de l'Union des Mines, Banques Vernes et

Commerciale de Paris), des compagnies d'assurances (Abeille, AGP, Providence), des entreprises industrielles (Chantiers de l'Atlantique, Cellulose du Pin, Sidelor Mosellane, Trefilunion, etc.) et possède des participations dans de multiples sociétés.

La Compagnie Financière de Paris et des Pays-Bas, qui est à la tête de Rateau, Neyrpic, Alsthom, Thomson-CSF, la Compagnie des Compteurs, participe à Pechiney et à Saint-Gobain, à Hachette, Babcock-Atlantique, Citroën, UTA et Air-Inter, Le Printemps, La Compagnie des Wagons-Lits, etc.

● Sociétés nationalisées et sociétés d'économie mixte

La nationalisation est une mesure juridique par laquelle l'Etat acquiert le capital d'une entreprise.

Si certaines entreprises sont entièrement aux mains de l'Etat (PTT, Charbonnages, EDF, GDF, RATP, Elf-Erap, etc.), d'autres sont des sociétés d'économie

mixte, où les actionnaires privés continuent à détenir une partie du capital (SNIAS, SNECMA, AIR FRANCE, Société française des pétroles, etc.).

De toute façon, les groupes privés continuent à exercer leur influence : par les liens personnels qui unissent les repré-

sentants de l'Etat et ceux du capital privé, par les filiales des entreprises nationalisées, par les liens qui unissent les sociétés entre elles (par exemple : syndicat des assurances, union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole, qui regroupent sociétés nationalisées et sociétés privées).

● En quoi les nationalisations servent-elles les capitalistes ?

Nationalisation des secteurs indispensables mais non rentables : ainsi les chemins de fer, s'ils sont indispensables au fonctionnement de l'économie, et en conséquence au profit de l'ensemble des capitalistes, n'étaient pas nécessairement rentables pour ceux qui ont investi dans cette branche.

Nationalisation des secteurs nouveaux qui exigent de gros capitaux : par exemple les transports aériens nécessitent

des dépenses d'équipement considérables, qui doivent être renouvelées fréquemment avec la rapidité des progrès techniques.

Nationalisation permettant de développer un secteur privé rentable : ainsi les commandes de la SNCF ont permis un développement florissant de l'industrie du matériel ferroviaire.

Nationalisation pour garantir des débouchés aux capitalistes français : ainsi pour les entre-

prises nationalisées de l'aéronautique (SNIAS et SNECMA), l'Etat est à la fois actionnaire et client.

Nationalisation pour des raisons politiques : en 1945, De Gaulle a nationalisé les biens de Louis Renault qui, comme la majorité du patronat français, avait collaboré économiquement avec l'Allemagne pendant la guerre. C'est une mesure démagogique visant à satisfaire l'opinion publique chauffée par le nationalisme et le chauvinisme.

Les nationalisations ne sont, pour les différents Etats bourgeois, qu'un moyen parmi d'autres pour intervenir dans l'économie. Et d'ailleurs, en dehors même du secteur nationalisé, il n'existe en fait plus de secteur de l'économie qui, sous une forme ou sous une autre, ne reçoive un soutien de l'Etat. Les plus gros trusts même, qui peuvent apparaître comme les fleurons du capitalisme moderne, n'ont souvent pu se constituer, se développer et survivre que grâce à une aide massive et permanente, directe ou indirecte, de l'Etat. Leur puissance a besoin de cette béquille.

C'est que, depuis des dizaines d'années, l'économie capitaliste moribonde ne survit plus que grâce au soutien étatique.

De ce point de vue d'ailleurs celui-ci — et en particulier quand il prend la forme des nationalisations — témoigne de la faillite et de la condamnation de la société capitaliste. Comme l'écrivait déjà Engels en 1878, à une époque où ce processus commençait seulement à apparaître, « la transformation des grands organismes de production et de communication en sociétés par actions et en propriété d'Etat montre bien combien on peut se passer de la bourgeoisie pour (gérer les forces productives modernes) ».

La société capitaliste a porté le développement des forces productives à un degré où elles exigent une nouvelle organisation de la société tout entière : la suppression de la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire de la mainmise d'une minorité de capitalistes sur l'ensemble de l'économie, et l'appropriation par l'ensemble de la société — la collectivisation — de ces forces productives dont la dimension est à l'échelle de la société et dont dépend en fait la vie de toute la collectivité humaine.



Une usine Rhône-Poulenc : Mitterrand et Marchais veulent la contrôler pour mieux la faire marcher. Les travailleurs doivent l'exproprier.

L'intervention de l'Etat dans l'économie, sa prise en charge de secteurs entiers de la production dans la plupart des pays capitalistes est une traduction du caractère nécessaire de cette transformation. Mais c'est bien sûr une traduction dans le langage et dans l'optique du capitalisme.

On peut considérer que les nationalisations opérées par les Etats bourgeois constituent, à leur manière, « un hommage rendu par le capitalisme au socialisme ». Mais, effectuées par ces Etats, elles ne sont en rien une étape vers le socialisme. Elles sont au contraire un des moyens que l'Etat bourgeois se donne pour permettre à l'économie capitaliste de se survivre à elle-même. Et c'est cela qui détermine leur nature, quel que soit leur nombre et quels que soient les secteurs qu'elles touchent.

Les nationalisations prévues par le Programme commun ne sortent pas de ce cadre. Elles ne remettent en cause ni les principes de l'économie capitaliste (exploitation, concurrence, profit) ni la domination de l'Etat bourgeois. Elles ne visent qu'à être, aux mains de celui-ci, des moyens d'intervention supplémentaires au service de la survie de l'ensemble de la société capitaliste. Cela d'ailleurs Mitterrand et Marchais, chacun à leur façon, ne cessent de le répéter, tout au long du débat sur les nationalisations qui occupe, depuis plusieurs semaines, le devant de l'actualité. C'est d'ailleurs l'intérêt principal de ce débat. Il montre crûment aux travailleurs, au moins dans ce domaine des nationalisations, quels intérêts entendent servir les partis de l'Union de la gauche : les intérêts des capitalistes.

Notre prochain dossier :

— LA PECHE ET LA CHASSE.

dossier

LE DEBAT SUR LES NATIONALISATIONS

L'UNION DE LA GAUCHE

Quand la droite lance par démagogie une campagne contre les nationalisations...

C'EST la droite qui a été à l'origine de la polémique sur les nationalisations. Elle spéculait sur l'opinion répandue que les entreprises nationalisées coûtent cher aux contribuables.

Mais il s'agissait aussi, pour la droite, de faire apparaître des oppositions entre le PC et le PS, et aussi d'obliger ceux-ci à préciser leurs positions sur les indemnités, à donner des garanties.

Mais sur quels arguments s'appuie la droite pour critiquer les nationalisations ? D'après *Le Figaro* par exemple, Peugeot paye des impôts quand Renault touche des subventions et, dans le domaine de l'aéronautique, la SNIAS a des difficultés financières alors que la rentabilité de Dassault est légendaire, la SNCF est déficitaire, etc.

Tous ces exemples sont judicieusement choisis et illustrent très bien... la parfaite mauvaise foi du *Figaro* et, avec lui, de toute la droite.

La SNCF est déficitaire, c'est un fait. Soit dit en passant, qu'un service public soit déficitaire n'a rien de choquant, au contraire. Mais ce que la droite, dans sa défense du « privé », oublie de dire, c'est qu'une partie du déficit de la SNCF provient justement des tarifs préférentiels qu'elle offre aux entreprises privées, que la SNCF prend en charge les dépenses les plus coûteuses, celles de l'infrastructure... et laisse en sous-traitance à des entreprises privées la gestion des wagons de transport des marchandises, du moins une partie, la plus rentable... Que les PTT fassent de même pour l'exploitation de certains centraux téléphoniques construits par eux. Bref, les sociétés privées, pour un investissement minime, ramassent les bénéfices que permettent les investissements coûteux et nécessaires pris en charge par les compagnies d'Etat.

Autre domaine qui illustre le pillage des entreprises publiques par les capitalistes, celui de la recherche : la plupart des entreprises nationalisées ont créé, en commun avec des capitaux privés, des sociétés d'étude et mettent à leur disposition leurs ressources techniques et leurs techniciens afin qu'elles puissent, en particulier sur les marchés étrangers, effectuer les études nécessaires. Mais les contrats passés le sont finalement avec les entreprises privées sur la base des études faites par les entreprises nationales... Ce fut le cas par exemple du métro de Mexico, dont l'étude fut financée pour la plus grande part par la RATP et dont la construction fut laissée à la CEM, à Creusot-Loire et Jeumont-Schneider.

Autre argument utilisé par la droite contre les nationalisations, c'est le danger de « bureaucratisme ». Comme si, d'ailleurs, les entreprises privées étaient des modèles de gestion souple. Mais à quoi bon discuter de cet « argument ». Qu'il nous suffise de rappeler que ce sont les mêmes hommes qui naviguent des conseils d'administration, des postes de direction, etc., des entreprises nationalisées à ceux des entreprises privées, parfois en faisant halte dans un fauteuil ministériel. W. Baumgartner, ex-ministre des Finances, ex-P-DG de la Banque de France et ex-P-DG de Rhône-Poulenc, en est un exemple.

Cette campagne, la droite la mène parce que, effectivement, sa propagande démagogique sur le coût des nationalisations (parce que les nationalisations, pour bon nombre de petits patrons et de petites fortunes, c'est le spectre du collectivisme, qui leur arrachera leurs biens) a bonne presse et que c'est un bon moyen de satisfaire son électoral.

Les nationalisations prévues par le Programme commun : la bourgeoisie s'en inquiète mais ne s'en effraye pas

Les nationalisations prévues par le Programme commun peuvent apparaître comme « un gros morceau », de par l'importance des entreprises qu'elles touchent. Les représentants de la gauche, quand ils s'adressent aux travailleurs, ne se font pas faute de le souligner.

Mais quelle sera en fait l'extension exacte des nationalisations ? Est-ce qu'elles s'étendront à la totalité des filiales et des entreprises contrôlées financièrement ? Ou bien est-ce qu'elles seront beaucoup plus limitées ? Cela n'est pas écrit dans le Pro-

gramme commun.

Les patrons des entreprises nationalisables, eux, se dépêchent de restructurer leurs groupes de façon à soustraire une partie de leurs empires aux mesures de nationalisation.

Pour la survie d'une économie ou d'une société capitaliste en perdition, un Etat au service de la bourgeoisie peut nationaliser tant et plus, et même léser les intérêts particuliers de tel ou tel capitaliste individuel (l'Etat fasciste l'a bien fait, et De Gaulle aussi, en nationalisant Renault sans indemniser Louis Renault, parce qu'il s'était compromis politi-

quement avec les nazis), c'est toujours au nom des intérêts bien compris de l'ensemble de la classe capitaliste.

De toute façon, aujourd'hui, Mitterrand et Marchais ont garanti aux patrons l'indemnisation de leur capital nationalisé : c'est-à-dire en fait la possibilité de bâtir à côté — et peut-être dans l'ombre — des empires nationalisés, de nouveaux empires industriels ou financiers.

Mais toutes ces affirmations quant à la nature et aux limites des nationalisations prévues ne peuvent suffire à la bourgeoisie. C'est qu'il s'agit là de bien autre chose

... et quand la gauche y répond

Le premier souci des dirigeants socialistes, face aux patrons, c'est de les rassurer, et donc de montrer d'abord, des nationalisations, ce qu'elles ne seront pas, de définir leurs limites.

D'abord, il s'agit pour eux de rappeler qu'en aucun cas ils ne remettront en cause l'économie de marché, le profit, la « liberté d'entreprendre », la propriété privée, l'exploitation. Pour qu'aucun doute ne puisse subsister, Mitterrand, lors du forum de L'Expansion, face à la brochette de patrons petits et grands venus l'écouter, mettait ainsi les points sur les « i » : « Ma conception du socialisme ne saurait être assimilée à (...) la suppression de tout profit d'exploitation prélevé par des personnes privées sur d'autres ».

Mais les dirigeants socialistes donnent à la bourgeoisie des assurances plus complètes.

Aux actionnaires des entreprises qui seront nationalisées, ils garantissent l'indemnisation.

Aux actionnaires des entreprises qui ne seront pas nationalisées, ils garantissent que leur gouvernement s'opposera à toute extension des nationalisations.

Enfin aux dirigeants mêmes des trusts qu'ils veulent nationaliser, ils proposent plus ou moins directement de continuer à gérer leurs entreprises nationalisées. A Philippe Thomas, P-DG du trust Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Mitter-



Tête à droite... droite !

(Ph. Adja)

rand lance un véritable appel : « Si vous voulez bien nous aider comme nous vous aiderons, nous créerons et nous ferons de grandes choses avec ce que vous avez su faire jusqu'ici ».

Mais ayant ainsi réaffirmé leur fidélité fondamentale à la société capitaliste, leur respect de la propriété privée, du capital — et des capitalistes —, les socialistes veulent aussi montrer que non seulement leur politique n'ira pas à l'encontre des intérêts de la bourgeoisie, mais même qu'elle sera la politique la plus efficace au service de ceux-ci.

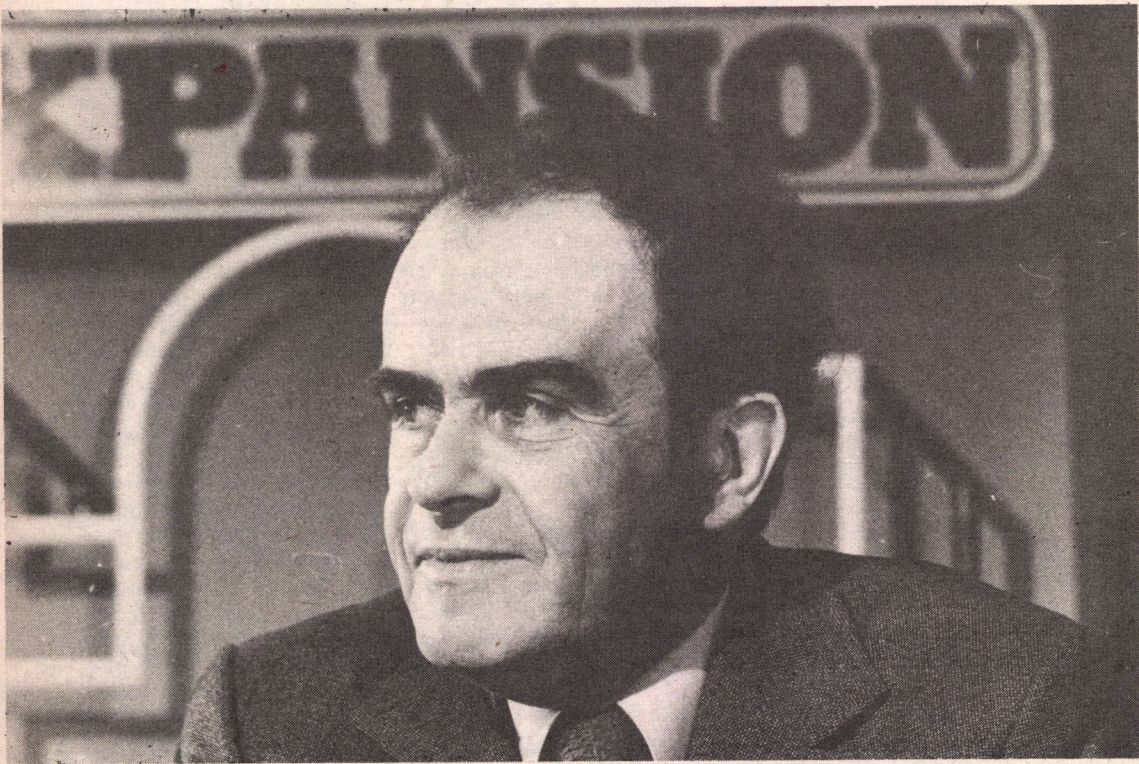
Sur le plan économique d'abord : les nationalisations prévues n'ont pas d'autre but que de donner à l'Etat plus de moyens. Ce que J. Attali, économiste et collaborateur de Mitterrand, traduit en disant : « Les firmes publiques créeront des marchés nouveaux pour les entreprises privées et publiques dans ces secteurs ».

Rien de bien nouveau dans tout cela ; rien qui tranche avec la politique d'aide aux industriels du gouvernement actuel, et de tous les Etats bourgeois.

Mais il y a un terrain sur lequel les socialistes peuvent offrir aux patrons des « services » plus originaux : c'est le terrain social.

Ils savent que c'est leur atout principal à l'adresse des patrons. Dialoguant avec Serge Dassault, Mitterrand explique : « Le problème est celui-ci : y a-t-il davantage de chances de créer un consentement social avec un gouvernement de gauche (...) que sous les gouvernements conservateurs d'aujourd'hui ? ». Et Rocard, toujours pendant le forum de L'Expansion, précise : « Comprenez que la nationalisation, c'est aussi une des manières de résoudre le problème de la légitimité et de l'autorité dans l'économie. (...) Nous partons de la confiance du monde du travail et nous essaierons de gagner la vôtre. »

LE PCF ET LES NATIONALISATIONS



Marchais face aux patrons... au forum de L'Expansion.

(Ph. Rush)

que des nationalisations proprement dites.

Les mêmes mesures, selon qu'elles sont présentées par un De Gaulle ou par un Mitterrand, et alors même que, dans les deux cas, elles poursuivent le même objectif, ne sont pas, pour la bourgeoisie, équivalentes. Car il y a, derrière elles, deux politiques différentes : une politique de droite, avec les moyens traditionnels de

la droite, et une politique de gauche, qui vise à utiliser les illusions et la confiance des travailleurs. La bourgeoisie peut être amenée à choisir cette deuxième solution. Mais c'est une solution qui comporte certains risques — agitation, revendications, etc. — contre lesquels elle veut se garantir. Et aujourd'hui, à travers le débat sur les nationalisations, c'est bien cette

question que les patrons, les bourgeois posent à Mitterrand : quelles garanties nous offrez-vous, à nous capitalistes, que vous pourrez contrôler les forces sociales sur lesquelles vous vous appuyez ? Et c'est bien à cette question que Mitterrand et tous les « économistes » du Parti Socialiste répondent, en accumulant les garanties et les déclarations de bonne volonté.

L'indemnisation des actionnaires : un débat important... pour les actionnaires !

Depuis les déclarations que Jacques Attali, au nom du Parti Socialiste, avait faites au quotidien patronal Les Echos, une polémique s'est engagée entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste à propos du mode d'indemnisation des actionnaires des entreprises qui seront nationalisées. Mais quelles sont leurs positions respectives ?

« Il ne s'agit pas de réduire la fortune des actionnaires » des entreprises à nationaliser, déclare le Parti Socialiste.

« Tous les actionnaires des sociétés à nationaliser seront remboursés », répond le Parti Communiste. Et le lecteur aura pu mesurer l'abîme qui sépare ces deux positions...

Derrière la polémique en cours, les deux partis se retrouvent d'accord pour rassurer les bourgeois qu'ils ne seront, en rien lésés par les nationalisations : qu'ils seront tous indemnisés, sous une forme ou sous une autre. Ainsi l'Etat paierait, ferait payer aux travailleurs, par le biais des impôts, ce qu'ils ont déjà

payé par leur travail : le capital des entreprises que représentent les actions n'est pas le fruit du travail des bourgeois qui les possèdent mais celui des travailleurs !

La seule coquetterie que se permettent le Parti Socialiste et, surtout, le Parti Communiste, c'est de dire que les gros porteurs — les De Wendel, Dassault et consorts — verront leur cas traité à part. Ils ne parlent pas de ne pas les indemniser et d'ailleurs, de toute façon, ces grands bourgeois auraient le champ libre pour se faire indemniser par l'intermédiaire d'hommes de paille. Et c'est ce qui explique que ces hommes en discutent avec les représentants des partis de gauche le plus sereinement du monde. Eux, ou leurs pairs, conserveront de toute façon la direction des entreprises nationalisées : à l'heure actuelle, quelques centaines d'individus se partagent les postes des conseils d'administration des principales entreprises, nationalisées ou privées, et cela ne changerait pas !

D'ailleurs, dans certains cas,

les capitalistes peuvent être intéressés par les nationalisations avec indemnisation qui leur libèrent des capitaux qu'ils peuvent réinvestir dans des secteurs plus rentables : la compagnie financière La Hénin, un des grands de la finance, s'est constituée à partir des indemnisations versées lors de la nationalisation des mines de Carmaux, intégrées dans les nouveaux Charbonnages de France au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Les exemples de ce type sont nombreux et un des plus célèbres est celui des usines d'aéronautique Bloch-Dassault, nationalisées en 1936, et dont l'indemnisation a permis la constitution du groupe d'aéronautique... Bréguet-Dassault !

Ce n'est donc pas pour rien que les dirigeants des entreprises dont la nationalisation est prévue par les partis de gauche s'intéressent tant au mode d'indemnisation proposé. Et ce n'est pas pour rien non plus que les partis de gauche leur donnent tant de garanties.

Marchais s'adresse aux patrons

Le 21 avril, au cours d'un forum organisé par L'Expansion, Georges Marchais s'est adressé aux patrons pour les convaincre des avantages que présentait pour eux la venue de la gauche au pouvoir.

Le discours qu'il leur a tenu n'a guère été différent de ceux que leur ont tenu les socialistes : vous ferez en fin de compte une bonne affaire. Quant à vous, petites et moyennes entreprises, vous avez tout à gagner, car l'Union de la gauche vous protégera d'un « marché dominé par les monopoles ». Et d'ailleurs, vous pouvez tous être sans crainte, car le PCF n'a d'autre préoccupation que l'« intérêt national ».

Pourtant l'accueil qui lui a été réservé a été bien plus froid que

celui qui avait été fait à Mitterrand.

C'est que, justement, Marchais n'est pas Mitterrand. Une preuve : le fait qu'il ait choisi de surenchérir par rapport au Programme commun, en réclamant la nationalisation de six nouvelles sociétés. Pourquoi donc cette surenchère, de la part du PCF ? Ce ne sont pas, de toute évidence, les mesures de nationalisations en elles-mêmes qui comptent aux yeux du PCF ; d'autant moins que cinq des sociétés concernées seront de toute façon l'objet d'une prise de participation de l'Etat. C'est donc, de la part du PCF, un geste démagogique qui s'adresse aux travailleurs, à son électorat. Et c'est ce que les patrons ne pardonnent pas au PCF, quels que soient les gages qu'il donne par ailleurs : cette sensibilité à la classe ouvrière.

Un radicalisme bien élastique...

C'est avec un langage radical que le PCF tente de décrire les nationalisations. Nationalisation, cela rappelle expropriation et collectivisme, même si ce n'est que de très loin, et cela a un petit air de socialisme qui n'est pas pour déplaire aux militants du Parti Communiste.

Dans la même optique, il insiste dans sa propagande sur le fait que les nationalisations seraient inefficaces en deçà d'un « seuil minimum » d'entreprises concernées. Ces entreprises sont définies comme celles « qui occupent une position stratégique vis-à-vis des secteurs clés de l'écono-

mie » (Nationaliser - Editions Sociales).

Mais les dirigeants du PCF ont beau affirmer que ce « seuil » a été établi selon des « critères scientifiques rigoureux », force est de reconnaître que ces critères sont bien élastiques. Ainsi, en 1972, le programme du PCF — *Changer de cap* — parlait de 25 nationalisations. Puis le PCF signait le Programme commun, qui ne retenait plus que 9 nationalisations. Et c'est toujours au nom de ces « critères scientifiques » que le PCF propose aujourd'hui 6 nouvelles nationalisations !

L'actualisation du Programme commun

La « réactualisation » du Programme commun, proposée par le PCF et dont le principe a été accepté par ses partenaires, porte aussi sur les nationalisations.

Aux nationalisations prévues dans le Programme commun, le PCF voudrait en ajouter six ; celles de Denain-Nord-Est-Longwy, Marine-Wendel, Empain-Schneider, Chiers-Châtillon, CFP-Total et Peugeot-Citroën, parce que l'Etat, depuis la signature du Programme commun, a largement subventionné ces entreprises.

Le Parti Socialiste, quant à lui, ne veut pas de nouvelles nationalisations par rapport à 1972. Il préfère des prises de participation, « pouvant être majoritaires » ; c'est-à-dire que l'Etat deviendrait propriétaire d'une partie seulement des actions.

Dans cette querelle, chacun poursuit ses buts Mitterrand montre aux patrons qu'il est bien décidé à ne pas aller au-delà du Programme commun. Marchais,

lui, tient à se donner une allure un peu plus radicale et anti-« monopole »... en vue des futures élections. Il ne faut pas non plus décevoir ses électeurs traditionnels. Alors, à défaut d'organiser les luttes, on peut parler de six nationalisations de plus...

Cela ne l'engage à rien. D'abord parce que les PS n'acceptera sûrement pas d'entrer dans ce petit jeu de la surenchère.

Ensuite parce que, même si le PC réussissait à imposer ses vues... sur le papier, on voit très bien à quel compromis pourrait arriver un futur gouvernement de gauche : on rebaptisera Peugeot, dans laquelle l'Etat aura une prise de participation, majoritaire ou pas, et laissé des capitaux privés, Société Nationale des Usines Peugeot.

Mitterrand pourra ainsi montrer aux patrons qu'il n'a pas cédé... Et l'Humanité titre : « Vive la nationalisation de Peugeot » !

dossier

LE DEBAT SUR LES NATIONALISATIONS

Le PCF et la lutte

pour les nationalisations : un moyen de renvoyer les travailleurs aux prochaines échéances électorales

Les nouvelles nationalisations que propose le PCF concernent des entreprises qui sont largement financées par les fonds publics, c'est-à-dire pour une bonne part par l'argent des travailleurs. C'est d'ailleurs sur cet argument que le PCF s'appuie — et à juste titre — pour exiger leur nationalisation.

Mais, au fond, cet argument ne

vaut-il pas tout autant pour le reste de l'économie ? Toutes les entreprises doivent leurs biens et leurs profits au travail de la classe ouvrière. De ce point de vue, il serait donc tout aussi légitime d'en exiger la nationalisation !

Inutile de rappeler que le PCF s'en garde bien.

Et quand, sur le terrain des lut-

tes, le PCF avance la revendication de la nationalisation d'une entreprise, comme par exemple en réponse aux licenciements dans la sidérurgie lorraine, où 12 900 licenciements sont prévus, c'est bien sûr pour éviter de poser le problème de la lutte d'ensemble nécessaire pour faire payer au patronat, et pas aux travailleurs, les frais de la restructuration et de la crise !

Petite phrase et grosse ficelle

« Au cas où les travailleurs formuleraient leur volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra la proposer au Parlement ».

La droite s'est emparée récemment de cette petite phrase pour dire qu'elle ouvrait la porte à n'importe quelle nationalisation.

Aussitôt Defferre d'abord a tenu à mettre les points sur les « i ». Premièrement : « Ces nationalisations supplémentaires devront se faire « en accord avec le gouvernement ». Si le gouverne-

ment n'accepte pas, elles ne se feront pas ». Deuxièmement : « Le gouvernement pourra le proposer au Parlement (...) mais ce n'est pas une obligation ». Troisièmement, il faudra alors convaincre le Parlement de voter ces nationalisations, les crédits et donc les impôts pour les travailleurs. Or, dit Defferre cyniquement, « des députés qui aiment voter des impôts, il n'y en a pas des quantités ».

En clair, Defferre a expliqué à la droite que le Programme commun prévoyait tellement d'obs-

tacles insurmontables que cette « petite phrase » était sans aucun danger.

Georges Marchais, quant à lui, s'est défendu face aux patrons lors du forum de L'Expansion. Cette phrase n'est pas de nous, a-t-il protesté. Elle est du PS, et lui, vous ne pouvez pas le suspecter d'en vouloir à vos intérêts, à vous, patrons.

On le voit, les formulations du Programme commun étaient assez vagues pour paraître prometteuses pour les travailleurs... sans promettre rien du tout !

La « gestion démocratique » des entreprises nationalisées : des perspectives pour la CGT et le PCF

Si la « gestion démocratique » des futures entreprises nationalisées tient tant à cœur au PCF, c'est qu'il attend, essentiellement au travers de la CGT, les mêmes avantages concrets que ceux qu'il en a retirés au cours de la période 1944-47, lors de son passage au gouvernement.

Le PCF et la CGT purent alors installer nombre de leurs militants, à tous les niveaux, à des postes qu'ils conserveraient d'ailleurs parfois après le retour du PCF dans l'opposition.

Avec l'éventualité d'un gouvernement de gauche et de nouvelles nationalisations, le PCF entrevoit la possibilité de conquérir de nouveaux sièges de « gestionnaires démocratiques », de renforcer ainsi l'appareil de bureaucrates ouvriers qui forme sa base sociale.

La bourgeoisie n'envisage pas forcément de gaieté de cœur de donner de tels avantages organisationnels au PCF et à la CGT. Mais elle peut aussi calculer qu'elle y trouvera son compte : payer une

bureaucratie ouvrière pour l'intégrer à l'appareil d'Etat, pour mieux la lier à la bourgeoisie, les bourgeoisie anglaise, allemande ou scandinave l'on fait. Et elles ne s'en plaignent pas, dans la mesure où « leurs » syndicats sont les meilleurs garants de l'ordre social.

Et l'intégration du PCF à la vie nationale, n'est-ce pas d'ailleurs ce que Mitterrand a proposé, à travers l'Union de la gauche, à la bourgeoisie française ?

LES TRAVAILLEURS FACE AUX NATIONALISATIONS

Dans le secteur nationalisé, personne ne veut entendre parler d'un retour au secteur privé. Et on le comprend : c'est déjà bien assez d'être exploité ; s'il faut encore que le produit de son travail aille de nouveau engraisser une poignée de gros actionnaires !...

De son côté, l'écrasante majorité des travailleurs du secteur privé se sent bien peu concernée par les nationalisations. Tout d'abord, bien sûr, ceux des entreprises que la gauche n'envisage pas de nationaliser — et ce sont les plus nombreux.

Mais même dans les secteurs « nationalisables », cette revendication est loin de sou-

lever un enthousiasme unanime. En réalité, les seuls secteurs où elle trouve un certain écho sont ceux où des licenciements sont à l'ordre du jour, dans l'immédiat ou à terme. C'est cela qui explique, par exemple, le succès du référendum sur la nationalisation organisé par le PCF à Sacilor en janvier 1977.

Mais, même dans ce cas, si un certain nombre de travailleurs de ces secteurs souhaitent aujourd'hui la nationalisation de leur entreprise, ils expriment le plus souvent par là leur désir de voir la collectivité reprendre en charge un secteur d'activité dont l'avenir leur paraît compromis du fait de la crise.

Le contrôle ouvrier vu par le PCF... et vu par les révolutionnaires

Dans sa propagande en direction des travailleurs, le PCF évoque la participation des travailleurs à la direction des entreprises nationalisées. Et il parle de « nationalisations démocratiques ».

« Des droits nouveaux seront donnés aux travailleurs » ; « tout devra être fait (...) pour élargir les possibilités d'information et d'intervention des travailleurs » : telles sont les précisions apportées par la CGT Renault dans un dossier consacré aux nationalisations d'un numéro récent de Contact, organe du Comité d'entreprise. C'est vague. Cela se précise, quand la même revue explique que, dans les entreprises nationalisées par la gauche, « les compétences des institutions représentant le personnel seront (...) accrues : élus du Comité d'entreprise, délégués du personnel, CHS, création d'un Comité central du groupe Renault », qu'il y aura un conseil d'administration élu, etc.

En clair, la « gestion démocratique » et la différence entre une nationalisation bourgeoise et une nationalisation « démocratique », c'est, pour le PCF et la CGT, un accroissement des prérogatives des appareils syndicaux et une augmentation du nombre des élus.

Pour le PCF, le contrôle des travailleurs sur les nationalisations, c'est le contrôle des bureaucrates qui, en nombre un peu plus grand, sont appelés à siéger à côté du patron.

En fait, ce contrôle des bureaucrates n'a rien à voir avec le contrôle des travailleurs. D'abord

parce que nous les voyons dès aujourd'hui à l'œuvre : la politique qu'ils défendent n'est pas celle qui correspond aux intérêts des travailleurs. Ensuite parce que, même s'il s'agissait de représentants des travailleurs voulant effectivement, au nom de ceux-ci, exercer un contrôle, face aux patrons, ils seraient en fait impuissants.

Ce contrôle, en fait, ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Il ne peut s'exercer que par la mobilisation de l'ensemble des travailleurs. Leur force, c'est leur nombre ; c'est qu'ils sont partout ; ils produisent, stockent, enregistrent, expédient, comptabilisent, calculent, tapent le courrier, l'expédient, etc. Tout, en fait, à un niveau ou à un autre, passe entre leurs mains. Et à eux tous, ils ont la possibilité de contrôler au jour le jour tous les aspects de la vie de l'entreprise, et y compris les comptes en banque du patron et des actionnaires, leurs liens avec les milieux financiers, industriels, de l'Etat, et donc de débusquer ce qu'ils cachent, et ce qu'ils empoignent.

Ce rôle, personne ne peut le jouer à la place des travailleurs. Et ce n'est que cette mobilisation de tous les travailleurs, pour demander, sur tous les points, des comptes aux patrons, qui pourrait faire des nationalisations une mesure qui porte atteinte aux intérêts des capitalistes, et qui serait d'ailleurs un pas en avant de la classe ouvrière vers la prise en main de l'ensemble de la société.

ionalisations, où sont les intérêts des travailleurs?

● Les travailleurs des entreprises publiques sont-ils des privilégiés?

Souvent les travailleurs des entreprises publiques passent pour des privilégiés. Qu'en est-il?

D'abord il faut savoir que seulement 37 % des travailleurs des entreprises publiques ont le statut de la Fonction publique, 45,8 % un statut particulier (comme à la SNCF ou à l'EDF) et 16,7 % aucun statut (comme à Renault, la SNECMA ou la SNIAS).

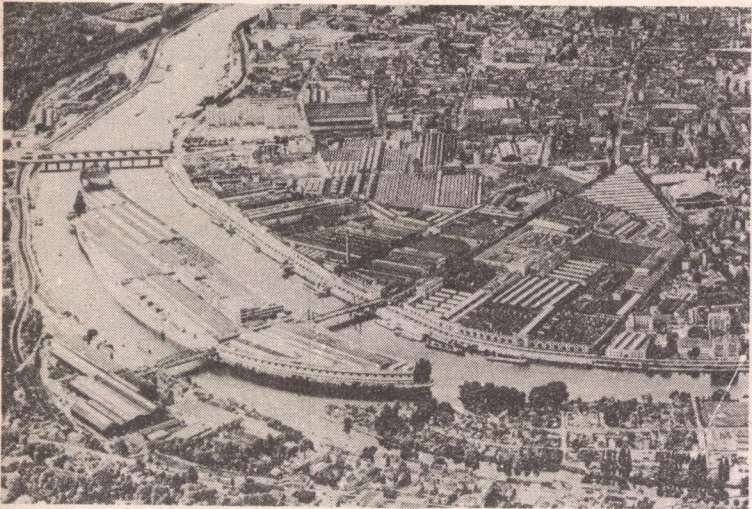
Les statuts garantissent certains avantages, mais l'Etat s'y entend à les tourner. Ainsi, le statut de la Fonction publique comporte la garantie de l'emploi : l'Etat embauche des auxiliaires, licenciés à merci (aux PTT, il y a 80 000 auxiliaires sur 380 000 personnes). Par contre, les salaires y sont en général bas (ainsi à la SNCF, le salaire d'embauche est inférieur au SMIC et doit être complété par des primes pour être légal!).

Quant aux entreprises comme

Renault ou la SNECMA, leur statut d'entreprise nationalisée ne donne aucune garantie aux travailleurs en matière d'emploi (c'est ainsi qu'en 1962 chez Renault et en 1969 à la SNECMA, des licenciements collectifs ont jeté des centaines de travailleurs à la rue, sans parler des licenciements individuels qui sont aussi courants en général que dans les entreprises privées).

Les conditions de travail sont pour certaines entreprises nationalisées parmi les plus défavorables du pays : aux Charbonnages de France par exemple, ou à la SNCF où il y eut, en 1975, 47 morts par accidents de travail.

En fait, comme dans le privé, les salaires et les conditions de travail diffèrent beaucoup d'une entreprise à l'autre. Et comme dans le privé, le combat est à mener pour la satisfaction des revendications essentielles.



Renault-Billancourt.

(Ph AFP)

● Renault-Billancourt : un symbole

Nous avons interrogé au sujet des nationalisations quelques travailleurs de Renault Billancourt. Voici ce qu'ils ont répondu aux questions suivantes.

« Tu travailles dans une entreprise nationalisée. A ton avis, comment cela se traduit pour les travailleurs de Renault ?

— L'ambiance au travail est quand même meilleure que chez Citroën ou Simca par exemple. La direction est quand même plus obligée de respecter les lois du travail.

— La nationalisation à la mode Renault, c'est pas terrible, mais par exemple les patrons de la sidérurgie touchent des milliards de l'Etat et licencient. La régie Renault a touché de l'argent pour racheter Berliet, et les gars de Berliet n'ont pas été licenciés. C'est une nuance. »

Un professionnel et un dessinateur depuis longtemps chez Renault :

« La nationalisation, c'est pas mal. Mais je me souviens, en 1946, c'était le « retroussez les manches » et les communistes à l'usine faisaient la chasse aux pièces loupées qui n'étaient pas payées aux travailleurs. C'était le travail au rendement, et tout le monde était invité à « crever les plafonds ».

« Mais le fait de travailler dans une entreprise nationalisée, ça

se traduit comment ?

— Pour les travailleurs, ce sont les cadences, les chefs sur le dos, le travail à la chaîne, etc. Et puis il ne faut quand même pas oublier que c'est bien à la porte de cette « usine modèle » que Pierre Overney a été tué : en fait d'usine pilote en matière sociale, ce n'est pas mal.

— Est-ce que l'emploi n'est pas mieux garanti chez Renault que dans les usines privées ?

— Sur le plan individuel, il y a autant de licenciements qu'ailleurs. Récemment, au département 70, un travailleur, de retour d'une longue maladie, était purement et simplement licencié.

Et la direction n'embauche plus que des intérimaires. Il y en a à l'usine en permanence environ un millier, qui sont congédiés quelquefois du jour au lendemain, et sous-payés (ça va jusqu'à 1 000 F de moins par mois).

Ceci dit, s'il n'y a pas de gros problèmes d'emploi, à part cela, c'est aussi parce que, du point de vue commercial, Renault marche bien. »

Gouvernement de droite, gouvernement de gauche, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes

Lutter contre la réduction de leur niveau de vie, pour l'échelle mobile des salaires, refuser tout licenciement et, contre le chômage, imposer la répartition du travail entre tous, être prêts, le cas échéant, à se payer sur le capital : ce sont là les mesures que les travailleurs devront effectivement imposer pour ne pas faire les frais de la crise, aussi bien avec un gouvernement de droite qu'avec un gouvernement de gauche.

Seulement, l'Union de la gauche arrive au gouvernement pour faire payer la note aux travailleurs, alors que ceux-ci espèrent qu'elle servira leurs intérêts.

Et c'est bien parce que nous, révolutionnaires, ne partageons pas les illusions de la classe ouvrière sur l'Union de la gauche et que nous savons à quelles défaites elles risquent de les entraîner, comme en France en 1937 ou au Chili en 1973, que

Les camarades de la LCR nous reprochent de ne pas comprendre qu'il était vital d'avancer en ce moment le mot d'ordre de « nationalisation sans indemnité ni rachat sous contrôle ouvrier » (voir Rouge daté du mercredi 4 avril).

Pourtant, confrontés à une situation précise, celle de la crise de la sidérurgie lorraine, alors que la lutte pour la nationalisation représente là-bas l'axe principal de la politique du PCF, les camarades de la LCR écrivent, dans un numéro spécial de Rouge sur la sidérurgie, daté de mars 1977 : « Ce n'est pas la nationalisation en elle-même, dans le cadre du système en place, qui apporte l'assurance que les revendications seront satisfaites ».

Et de conclure : « Le principal mot d'ordre, et ce pourquoi la lutte doit s'organiser, c'est « Pas un seul licenciement », en exigeant la réduction du temps de travail, la réduction des cadences, le respect des conditions élémentaires de sécurité ».

Ce avec quoi nous sommes bien d'accord. Mais, en laissant de côté leur axe de « nationalisation sans rachat et sous contrôle ouvrier », dans un cas bien concret où justement la lutte pour la nationalisation représente l'axe principal de la politique du PCF, les camarades de la LCR ne font-ils pas eux-mêmes la preuve qu'il n'est pas aussi « opératoire » qu'ils le disent par ailleurs ?



Le défilé du 1^{er} Mai 1977 à Paris

nous nous devons de tout faire pour combattre ces illusions. Même et surtout en cas de victoire électorale de la gauche, c'est seulement si les travailleurs luttent pour imposer la satisfaction de leurs revendications essentielles contre les intérêts vitaux des capitalistes et contre l'Union de la gauche, qu'ils se renforceront en vue du prochain assaut de la bourgeoisie.

Voilà, pour nous, quels doivent être les buts des révolutionnaires aujourd'hui. Et c'est dans ce cadre seulement que nous pouvons discuter de ce que nous reprochent les camarades de la LCR à propos des nationalisations : nous ne saisissons pas, d'après eux, l'importance qu'il y a à mettre en avant, dans la période actuelle, le mot d'ordre de « nationalisations sans indemnité ni rachat et sous contrôle ouvrier » — nous y serions même opposés.

En fait, nous ne sommes pas opposés, bien sûr, à ce que les travailleurs revendiquent que les nationalisations aient lieu « sans indemnité ni rachat » et, encore mieux, sous contrôle ouvrier.

Mais les travailleurs le feraient-ils — ce qui n'est pas le cas — que cela ne dispenserait pas les révolutionnaires d'expliquer aux travailleurs que le problème n'est pas de nationaliser, mais de savoir par qui et au profit de qui ces nationalisations seront faites, de rappeler inlassablement que l'Union de la gauche ne peut nationaliser, même sur la demande des travailleurs, qu'au profit des patrons, de la bourgeoisie. C'est tant mieux pour elle si ces mesures peuvent servir à masquer aux travailleurs que c'est fondamentalement un Etat au service de la bourgeoisie qui se cache derrière une étiquette de gauche,

un Etat qu'il leur faudra détruire pour défendre leurs propres intérêts !

Les camarades de la LCR pensent-ils qu'il suffit d'ajouter, au mot d'ordre de nationalisation, « sous contrôle ouvrier » pour que les travailleurs comprennent ce qui est en jeu ?

Nous pensons, quant à nous, qu'avancer le mot d'ordre de « nationalisation sans indemnité ni rachat », sans développer autour toute une propagande dénonçant sans ambiguïté ce qu'est l'Union de la gauche et la politique qu'elle s'appête à mener à l'égard de la classe ouvrière, c'est en définitive entretenir chez les travailleurs l'illusion qu'il suffit de pousser un peu plus à gauche les partis de gauche pour qu'ils mènent une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière.

dossier

LE DEBAT SUR LES NATIONALISATIONS

le collectivisme, c'est l'avenir

Ce sont les biens des exploiters qu'il faut exproprier !

Les centaines de milliers de petits bourgeois qui, en France aujourd'hui, sont effrayés par les progrès de la gauche, s'imaginent déjà que la réquisition de leur boutique ou de leurs quelques biens, est pour demain. L'affreux collectivisme va tout leur prendre.

Qu'ils se rassurent : ce ne sont pas eux qui constituent

l'obstacle décisif. Le problème se situe à un bien plus haut niveau que leur petite propriété. C'est aux magnats capitalistes en effet qu'il faut arracher les principaux leviers de l'économie moderne, les banques, la grande industrie, les ressources en matières premières. C'est parce qu'ils vivent de l'exploitation de milliers de salariés qu'il faut collectiviser leurs biens !

Le miracle économique soviétique UNE RÉVOLUTION OUVRIÈRE

● A soixante ans d'inter-
valle, les bourgeois continuent à être effrayés par le « collectivisme » de cette révolution d'Octobre qui osa porter la main sur la sacro-sainte propriété privée des capitalistes.

Et pourtant, la société russe d'aujourd'hui, où la bureaucratie fait peser sur toute la vie sociale, comme sur l'économie, la chape de plomb d'une dictature détestable, est bien loin de cet Etat des travailleurs instauré en 1917, symbole alors, de par le monde, des espoirs des travailleurs.

En 1917, la Russie était un pays sous-développé, l'un des plus pauvres d'Europe.

Or, malgré les ravages de deux guerres mondiales et d'une guerre civile, l'URSS est aujourd'hui le deuxième « grand ». Le pays a décollé économiquement, il s'est arraché au sous-développement, et à la misère. Ce « miracle » économique — unique dans l'histoire — est le produit d'une révolution ouvrière socialiste.

Les travailleurs des villes et des campagnes furent capables de s'emparer du pouvoir politique, de s'emparer de toutes les usines, des banques, des terres, des transports, et même des biens personnels des bourgeois, bref,

de la richesse et des moyens de la produire.

Cela ne se fit pas en un jour. Il fallut une guerre civile de quatre années pour mener à bien et garantir l'expropriation des exploiters. Mais la révolution allait alors permettre, pour la première fois, à une collectivité humaine de tenter de maîtriser les moyens de produire son existence. Pour la première fois, les instruments de la vie économique purent être organisés, planifiés et mis en œuvre par et pour la collectivité tout entière. Ce bouleversement de la société, ce transfert du capital des mains d'une classe à une autre, c'est cela qui permit à la Russie prolétarienne de se hisser aux premiers rangs. Et cela seul le pouvait.

Aujourd'hui les économistes bourgeois peuvent montrer les défaillances de l'économie soviétique, cela ne prouve rien contre la gestion collectiviste et la planification socialiste de la production.

Cela prouve seulement que les bureaucrates qui en URSS ont arraché le pouvoir politique aux travailleurs, ne peuvent pas faire fonctionner harmonieusement le système économique mis en place par ces derniers !

Cela, seule la réelle démocratie des travailleurs peut le permettre.

● En laissant prendre en charge totalement certains secteurs que des entreprises privées seraient bien incapables de faire fonctionner les capitalistes reconnaissent de fait que les nationalisations peuvent être indispensables à la bonne marche de la société dans son ensemble. C'est un hommage implicite rendu par les capitalistes aux socialistes, qui

ont toujours expliqué que le chemin vers la société de l'avenir passait par la prise en main de toute l'économie par la collectivité.

Nous ne sommes donc pas pour « dénationaliser » ce qui existe.

Nous sommes même pour tout « nationaliser », mais à la manière des travailleurs : c'est-à-dire par l'expropriation de tous les capitalistes

et par la mise en place, par les travailleurs, d'un nouveau système économique : le collectivisme ! Ce qui ne sera possible qu'après que les travailleurs aient détruit l'instrument de domination.

Mais avant de s'atteler à cette tâche, les travailleurs auront à détruire l'Etat qui sert aux capitalistes à maintenir leur domination, pour le remplacer par l'Etat des travailleurs.

— Pas de socialisme possible — sans collectivisation

Lorsque des journalistes de droite ou les hommes politiques de la bourgeoisie crient haro sur le collectivisme, le Parti Communiste et le Parti Socialiste s'en trouvent gênés. Collectivisme n'est pas « leur » mot.

Eh bien, nous, nous sommes collectivistes et fiers de l'être. Nous sommes collectivistes parce qu'il n'y a pas d'autre manière d'être communistes ! Le collectivisme, dans la tradition du mouvement ouvrier, a toujours été le fondement même de la transformation socialiste de la société.

Qu'est-ce donc que ce collectivisme qui effraie tant le bourgeois ?

C'est avant toute chose une nouvelle organisation de l'économie, à l'échelle mondiale, impliquant la mise en commun des moyens de production et des ressources naturelles

et la planification de la production pour satisfaire au mieux les besoins de la société.

Aujourd'hui, une petite minorité détient les usines et les capitaux. Pour cette unique raison, elle s'arroge le droit d'accaparer toutes les richesses sociales et de décider de toute l'organisation de la vie sociale.

Collectiviser, ce sera décider que les grands moyens de production passent aux mains de la collectivité, de l'ensemble des producteurs, pour le plus grand bien de tous.

La nécessité d'en passer par là et d'enlever la direction de l'économie aux capitalistes privés est tellement évidente que les capitalistes eux-mêmes, dans certains secteurs où ils seraient incapables

d'assurer un fonctionnement efficace, acceptent de confier leurs prérogatives à l'Etat.

Ainsi, les pouvoirs publics contrôlent directement les communications intercontinentales par satellites artificiels. Aux USA, c'est la NASA, organisme étatique, qui a mis au point les programmes spatiaux permettant de centraliser les recherches sans que se gâchent, dans la concurrence, les découvertes des hommes de science.

Et c'est aujourd'hui à l'échelle du monde, dans le cadre d'une division très précise du travail, que doivent d'ailleurs être réglés tous les problèmes, dans le domaine de l'aérospatiale comme dans les autres domaines.

Oui, au stade de développement où nous sommes, l'heure du capitalisme est dépassée : place au collectivisme !

— Le collectivisme : — base pour une nouvelle vie sociale

En bouleversant les rapports économiques, le collectivisme bouleversera inévitablement la vie sociale et les rapports entre les individus.

Ce qu'on connaît aujourd'hui, c'est le « chacun pour soi », la lutte pour arriver (quand ce n'est pas simplement pour vivre ou survivre, ce qui est encore le cas pour la majorité des habitants de la planète), même si au passage on est conscient de l'injustice sociale et des problèmes des autres.

Chacun vit dans sa bulle et les relations sociales restent teintées de méfiance.

C'est qu'à la base de l'esprit pionnier capitaliste, la libre concurrence dans le domaine économique a exacerbé, dans tous les domaines et dans toutes les classes de la société, l'individualisme.

La famille, unité de base de notre société, vit repliée sur elle-même, prenant en charge tous les problèmes qui peuvent se poser à elle, ne serait-ce que l'éducation des enfants, avec des moyens limités.

En unissant tous les producteurs en une large communauté, soudés par les mêmes droits, les mêmes devoirs et

les mêmes intérêts fondamentaux, le collectivisme facilitera de nouvelles relations sociales, développera l'esprit de coopération, la solidarité. Négation de l'individu, diront certains ?

Au contraire. Au lieu de produire des milliers d'êtres prisonniers de la même grisaille, de la même médiocrité, la société communiste donnera le départ à un extraordinaire épanouissement de la personne humaine, libérant pour d'autres tâches autrement plus exaltantes, l'énergie consacrée à la pénible lutte pour le pain quotidien.

PTT : le mécontentement des postiers

Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux PTT, déclarait récemment à la presse que la poste, malgré ce qu'on en dit, ne marche pas si mal que cela. Ces bonnes paroles surviennent au moment même où le manque d'effectifs dont souffrent en permanence la plupart des centres de tri-postaux de la région parisienne est encore aggravé par le départ de nombreux postiers mutés en province.

Devant le mécontentement grandissant, les syndicats ont lancé une « semaine d'action » du 9 au 14 mai, dans les centres de tri de la région parisienne. Pour l'instant, cela s'est réduit à la diffusion d'un tract.

PRIORITE AU COURRIER DES ENTREPRISES

L'insuffisance des effectifs pose en effet des problèmes cruciaux. Les sacs de lettres en retard s'entassent : au centre de Paris-Montparnasse, ce sont 1 200 000 lettres qui sont actuellement en souffrance.

Cela représente une jour-

née de travail pour l'ensemble du centre de tri mais ce retard, loin de se résorber, s'accroît au fil des jours. On peut en effet estimer à une centaine de personnes le renfort indispensable sur le centre pour que le travail soit fait normalement. L'administration choisit donc en attendant de retarder certaines catégories de courrier. Celui des grandes entreprises comme le Crédit Lyonnais est « travaillé » de façon prioritaire, au jour le jour. En revanche, les lettres en provenance de l'étranger, arrivant d'Orly, sont bloquées durant plusieurs jours. Les usagers qui attendent actuellement une lettre d'un correspondant leur écrivant d'Afrique devront donc patienter deux à trois jours supplémentaires.

LE MECONTENTEMENT GRANDIT PARMIS LES POSTIERS

Devant cette pagaille, le mécontentement a grandi. Il n'y a plus un moment pour souffler durant le travail. L'administration refuse systématiquement les journées de repos



Le mouvement que les postiers n'ont pas oublié : la longue grève d'octobre 1974.

auxquelles les postiers ont droit sous prétexte des nécessités du service et elle a même augmenté récemment le nombre de ceux qui devront venir travailler les di-

manches...

Dans les centres de tri de banlieue, les syndicats ont appelé à une « grève reconductible » à partir du 11 mai, à la différence de ceux de Pa-

ris. Dans ces centres, récemment créés, le personnel dans l'ensemble très jeune en a vraiment par-dessus la tête et effectivement plusieurs centres se sont mis en grève.

Grève mouvementée au centre du Landy

Au Landy, annexe du centre de tri de la gare du Nord, une menace de sanction contre un délégué syndical le mardi 3 mai a fait déborder la coupe et en assemblée générale, la grève était votée.

Les revendications mises en avant étaient : l'accroissement des effectifs, l'amélioration des conditions de travail et la suppression des sanctions.

Il faut dire qu'au Landy, il manque plus de 40 personnes, et

qu'en plus de cela, les conditions de travail sont déplorables : les fourgons sur lesquels on décharge les sacs ont servi à transporter soit du plâtre, soit des engrais, ce qui fait que quand on décharge, on est couvert de poussière. De plus, il n'y a que trois douches ouvertes, seulement à certaines heures. Au transbordement, il n'y a pas de chauffage. Cet hiver, le travail s'est effectué en pleins courants d'air, l'administration n'accordait une boisson chaude... que s'il faisait moins de 0°.

Et puis les remarques et les sanctions pleuvent, pour 5 minutes de retard ou n'importe quel autre prétexte. De plus, les chefs sont constamment à chercher la petite bête, et il y en a même qui s'amusent à mélanger les sacs sur les chariots déjà triés pour vérifier ensuite si l'erreur a été remarquée.

Dès jeudi 5 mai, l'assemblée générale a voté l'occupation avec piquets de grève. Les quelques propositions ridicules de l'administration étaient rejetées. Celle-

ci faisait intervenir la police pour évacuer le centre dès le surlendemain, après qu'une tentative de forcer le piquet eut échoué.

Malgré cela, le lundi 9, la grève était reconduite, bien qu'à une plus petite majorité. C'est le moment que choisit la CGT (elle est minoritaire dans le centre, vingt syndiqués pour cent à la CFDT) pour sortir un tract de division qui s'intitule : « Non à la présence des forces de police, non aux agissements des gauchistes, oui à la satisfaction des revendications ». A la suite de ce tract,

une dizaine de syndiqués CGT ont déchiré leur carte.

Les grévistes sont bien conscients qu'au seul centre de Landy, ils ne pourront pas obtenir grand-chose de plus que ce que l'administration avait cédé à la fin de la semaine dernière, mais ils ont décidé de continuer la grève jusqu'au jeudi 12 prochain pour voir comment se déroulent les mouvements de grève prévus cette semaine dans les centres de tri de banlieue.

Correspondant LO

MICHELIN (Cholet)

GRÈVE POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Une bonne vingtaine de travailleurs de « VDC », l'atelier d'entretien mécanique, ont régulièrement un travail très dur et éprouvant. Ils doivent démonter par équipe de deux, des ensembles de vérins pesant environ 400 kg placés sous les presses qui servent à cuire les pneus. La chaleur, l'été, peut attendre facilement les 45°C car les dizaines de presses environnantes continuent, elles à cuire les pneus à

la température de 180°.

Le démontage et le remontage d'une de ces « parties centrales » prenaient plus de huit heures. Pendant ce temps, évidemment, la presse ne cuit plus. Pour gagner du temps, la direction a décidé que l'arrêt de la presse concernée ne durerait plus que deux heures et demie. Pour cela, il y a un nouveau procédé, c'est simple : suppression du refroidissement de la presse à l'eau.

De plus, les anciennes consignes de sécurité pour le levage des pièces sont supprimées. Ce qui était interdit devient obligatoire.

La direction a obligé deux équipes à réaliser le travail de cette façon-là.

Dès qu'un travailleur a refusé de faire le travail dans ces conditions, il a été menacé de licenciement par le chef d'atelier. Le lendemain, la totalité des travailleurs concernés ont signé une

pétition contre le nouveau mode opératoire et les deux équipes débrayaient une heure chacune. Le chef d'atelier a bien dit alors qu'il n'avait jamais parlé de licenciement, mais il a convoqué deux par deux les travailleurs dans son bureau, les faisant « mijoter » pendant deux heures avec trois chefs sur le dos.

Cela n'a rien arrangé pour Michelin, car les deux équipes ont débrayé huit heures, le jeudi et

le vendredi, et les travailleurs ont repris le travail avec la ferme intention de maintenir le refroidissement de la presse, et de réaliser eux-mêmes les contrôles de sécurité.

Il est en effet difficile de convaincre qu'il n'est pas plus dur de faire le travail en deux heures qu'en huit, et qu'une presse refroidie est aussi chaude qu'une qui ne l'est pas !

Correspondant LO

GROUPE VIA ASSURANCES :

Grève de l'informatique

Le lundi 25, les quarante personnes du service Exploitation-Informatique du groupe VIA Assurances se réunissaient en assemblée générale et décidaient des revendications à aller déposer à la direction : la prime d'équipe à 1.000 F (au lieu des 100 à 150 F actuels) pour les vingt-cinq employés qui font les 3x8, un réajustement des classifications basé sur le principe du salaire égal à travail égal, enfin 300 F pour tous.

Le vendredi matin, la direction réunissait l'ensemble du person-

nel pour donner sa réponse : la prime d'équipe était triplée mais rien n'était accordé sur les autres revendications. Si bien que le lundi 2 mai, sur proposition d'un délégué CGT, le service votait à une grosse majorité la grève de 24 heures reconductible, avec occupation des locaux. Pendant trois jours, la grève a été totale, seules les payes des employés étant assurées.

Le mercredi et le jeudi, il lâchait du lest en accordant des avancements anticipés de six mois à un an à une vingtaine de

personnes, avancements qui représentent des augmentations de salaires de 200 à 300 F. Il est ainsi parvenu à désamorcer le mouvement.

A la suite de ce mouvement, les employés qui travaillent sur les terminaux au « Nord » ont entamé une grève du zèle pour obtenir une augmentation de leur prime. De même, le service des archives automatiques (dites « Bertello ») a entamé lui aussi la grève du zèle.

Correspondant LO.

DEBRAYAGES TOURNANTS A DELLE-ALSTHOM (Villeurbanne)

Depuis six semaines, des débrayages tournants ont lieu à Dele-Alsthom - Villeurbanne. Manifestations dans et hors de l'usine, défilés dans les ateliers, « visites » dans les grands bureaux, mise du drapeau rouge au grand mât de l'usine, tout cela se succède au bruit des sifflets et au chant de l'Internationale. Ces débrayages sont organisés par la CGT et la CFDT pour soutenir les différents cahiers de revendications faits dans chaque secteur. En gros ce sont les salaires qui sont la cause du mécontentement. Seuls les caristes se sont lancés dans une grève illimitée qui a duré deux semaines. Mais ils sont restés isolés, et le patron a pu entamer contre eux trois procédures de licenciement. La CGT, principal syndicat de l'usine, les a poussés à la reprise ; aussi les caristes reprennent-ils partiellement le travail ce jeudi 12 mai. Le patron a aussi annoncé le retour de l'horaire hebdomadaire de 42 heures trois quarts à 40 heures avec perte de salaire. Il a cependant promis qu'il y aurait des augmentations individuelles pour les bas salaires dont seraient exclus bien sûr les « indésirables » de l'entreprise.

Les débrayages continuent à l'heure où nous écrivons.

Les élèves-infirmières en grève

Cela faisait plusieurs semaines que les élèves-infirmières des écoles de Lille se réunissaient pour discuter de leurs revendications. Et lundi 9 mai nous avons décidé de nous mettre en grève des stages, grève reconductible chaque jour en assemblée générale.

Pendant les vacances d'été, nous avons des stages à temps complet dans les secteurs hospitaliers où nous remplaçons le personnel en congé. Pour ces remplacements, nous ne touchons rien, sauf au Centre Hospitalier Régional de Lille, où nous avons obtenu de la direction 500 F en 1^{re} année et 1.100 F en 2^e année. Aussi, nous voulons un salaire d'aide-soignante, puis-que nous en faisons le travail.

Pendant tout le temps de nos études, nous sommes utilisées comme bouche-trous pour pallier le manque permanent de personnel dans les services.

Cela ne nous permet pas d'avoir une formation pratique vraiment complète.

Nos conditions de travail ne nous permettent pas (pas plus qu'au reste du personnel) de soigner correctement les malades. Nous en avons assez.

Nous avons commencé la grève en appelant l'ensemble du personnel à nous soutenir, d'autant plus que notre absence des services entraîne un surcroît de travail pour tout le monde. Nous sommes également passées dans les services pour expliquer aux malades que nous défendions aussi leurs intérêts en revendiquant de meilleures conditions de travail, qui nous permettraient de donner de meilleurs soins.

Nous sommes bien déterminées à obtenir satisfaction et pour cela nous ne comptons que sur nous-mêmes. Aussi nous avons

élus un comité central de grève des élèves-infirmières, qui regroupe les comités de grève des différentes écoles de Lille.

C'est la première fois que les élèves-infirmières de Lille se mettent en grève. Et c'est important pour l'avenir, car nous ne sommes plus prêtes à accepter de travailler dans n'importe quelles conditions.

Question de dignité.

Correspondant LO

ANTI-GRÉVISTE ET MISOGYNE

Lundi, les élèves se rendirent en manifestation à l'administration pour poser leurs revendications.

Non seulement le directeur du personnel refusa d'admettre que les élèves-infirmières aient des revendications, mais il trouva le moyen d'insulter la quinzaine de grévistes qu'il avait reçues.

Ainsi, selon ce monsieur, au

CHR, « s'il y a une mauvaise ambiance, c'est parce que c'est une entreprise de femmes » ! Et puis, s'il y a bien un problème de manque de personnel hospitalier, selon lui, c'est « parce que les femmes sont trop souvent enceintes et qu'elles s'arrêtent pour garder leurs enfants ».

Ah ! si la mère de ce monsieur avait connu l'avortement...



Alsthom (St-Ouen) Ça continue



A l'Alsthom, les débrayages continuent. La septième semaine est entamée. Mais, à force d'avoir essayé de trouver des « trucs », les syndicats ont, mardi 10 mai, essayé une nouvelle tactique : demander aux travailleurs ce qu'ils voulaient faire !

Cela a l'air d'une plaisanterie. Mais non, c'est la vérité. Et mardi matin dans les différents secteurs les syndicats donnaient le choix entre une demi-heure et une heure de débrayage. La continuation du mouvement a été votée sous la forme de l'habituelle demi-heure et des habituels défilés.

Il est vrai que le vendredi 6 une manifestation au siège parisien de l'Alsthom avait été annoncée puis décommandée, à cause de la présence de la police sur les lieux, que le lundi 9 les bureaux de la direction avaient été occupés toute la ma-

tinée... par roulement des différents secteurs de l'usine qui restaient une heure chacun.

Pour le 12 mai, on parle de fermer les portes le matin pendant une demi-heure. Et ensuite ?

Ensuite, nul ne sait. Les syndicats improvisent au coup par coup et au jour le jour.

Des mouvements ont également lieu dans d'autres entreprises du même trust, comme à Vitry et Villeurbanne.

Mais quand on se rappelle que notre revendication est en principe une augmentation générale de 300 F pour tous, et que d'autre part nous avons à faire face à un trust aussi puissant que la CGE, on voit qu'il y a peu de chances d'obtenir une réelle satisfaction en en restant à ce mode d'action.

Correspondant LO.

LES TRAVAILLEURS DES LAITERIES D'AUVERGNE EN LUTTE

Depuis une quinzaine de jours, les travailleurs des coopératives laitières Riches-Monts, en Auvergne (associées au groupe Yoplait et dont le P-DG n'est autre que le président du syndicat agricole Debatisse, très proche de Giscard) sont en lutte.

Ils revendiquent l'application des conventions collectives et une augmentation de salaire, celui-ci ne dépassant pas 1.800 F par mois, pour 45 heures de travail par semaine.

Mais sous prétexte de ne pas trop gêner la production très fragile dans ce secteur — le lait et ses dérivés doivent être traités immédiatement, sous peine d'être

perdus au bout de quelques heures — la CGT, majoritaire dans les usines de Gerzat et de Brioude, a préconisé des débrayages de quelques heures par jour. La direction a durci sa position en lockoutant pour l'ensemble des journées où il y a un débrayage. Puis elle a exigé et obtenu de la CGT d'être avertie suffisamment à l'avance des grèves tournantes dans les différentes laiteries, une douzaine dans le Puy-de-Dôme, afin de s'organiser en conséquence.

Cela signifie que les gros clients comme les sociétés Economats-Mammouth, Casino, viennent s'approvisionner directement

à la laiterie, tandis que les petits commerçants se retrouvent sans produits laitiers frais. La manœuvre de division risque de prendre, les grévistes étant mis en cause.

La combativité des grévistes reste grande. Mais sera-t-elle suffisante pour faire céder une direction non moins prête à tenir longtemps ?

Correspondant LO

GENERAL MOTORS

(Gennevilliers)

Après la reprise

Trois jours de mise à pied puis quatre encore pour un responsable de la CGT qui s'est mis en avant dans la grève de General Motors. Plusieurs délégués ont reçu un avertissement pour des motifs analogues. Dans le même temps, la direction annonçait aux organisations syndicales que les dépassements d'heures ne seraient plus tolérés, que les suppléments n'auraient plus d'heures de délégation, que les prises de parole étaient interdites, de même que la diffusion de tracts en dehors de lieux bien précis.

En réunion de Comité d'établissement, un représentant de la direction a annoncé qu'il y a 5 % de personnel en trop et que, bon prince, il avait « gonflé » les programmes de production pour éviter tout licenciement et le chômage partiel, comme si, bien sûr, il n'y avait pas de stock à reconstituer. Mais d'un autre côté la direction accordait 0,3 % d'augmentation supplémentaire avec effet rétroactif pour avril, ce qui porte l'augmentation à 2,9 %, expliquant que la hausse officielle des prix a été plus forte que prévue. En clair, la direction alterne le chaud et le froid et, si son attitude s'est durcie, c'est à l'encontre des syndicats bien plus que des travailleurs. En fait, la direction a des craintes quant au climat dans l'usine. Non seulement aucune démolition ne s'est fait sentir, mais chez les mensuels des collectes ont été organisées pour compenser les pertes de salaire de ceux qui ont eu une retenue du fait de la grève. Jusqu'à certains chefs de service qui ont versé !

Correspondant LO.

FASER-MAZIERES

(Bourges)

LA GRÈVE CONTINUE

Chez Faser-Mazieres, nous sommes maintenant dans notre troisième semaine de grève.

Pour ce qui est de nos revendications (pas moins de 2.000 F par mois, une augmentation de 5 % et le 13^e mois), le patron ne propose que 2 % au 1^{er} juin, c'est-à-dire 0,5 % de plus que l'augmentation prévue à cette date. On est loin du compte !

En attendant, le moral est bon. La solidarité financière des travailleurs de Bourges et de Vierzon est effective. Samedi dernier, une manifestation très dynamique s'est déroulée dans le centre-ville avec les femmes des grévistes et nous nous sommes arrêtés devant l'hôtel particulier du directeur pour faire entendre ce que nous voulons.

Pour l'instant, des bruits courent à propos d'une éventuelle intervention policière. Intimidation ou bruit fondé, ce n'est pas cela qui nous empêche de continuer la lutte pour nos revendications !

Correspondant LO.

Les dirigeants de la CGT désavoués par les employés

Les élections de délégués du personnel viennent d'avoir lieu aux Assurances Générales de France. Cette année la CGT refusait, à l'immeuble de la rue de Richelieu, de représenter sur ses listes un délégué élu et réélu depuis deux ans, connu et apprécié des travailleurs. Son seul tort : sympathiser ouvertement avec les idées révolutionnaires.

Cela a entraîné une importante protestation : 85 employés de son

service — sur 150 — ont signé une pétition, réclamant qu'il soit candidat. Une trentaine de collègues, qui voulaient le voir sur les listes de la CGT, sont allés demander des comptes aux dirigeants de ce syndicat. Les bureaucrates refusèrent catégoriquement de tenir compte de tous ces avis.

N'acceptant pas l'exclusive qui le frappait, ce délégué appela à

l'abstention ou au vote blanc ou nul, de façon à ce qu'un second tour puisse avoir lieu, où tous ceux qui le désiraient pourraient être candidats. Trois camarades, exclus ou écartés de la CGT il y a six ans, ainsi que deux employés se joignirent à cet appel.

La campagne pour l'abstention a rencontré un écho certain parmi les employés.

Cependant, le quorum a été at-

teint. Mais on compte, cette année, 321 abstentions et 73 bulletins blancs et nuls sur 971 inscrits. Soit au total 40,5% de refus de vote. Et, bien que traditionnellement ces refus de vote soient nombreux dans l'entreprise cela veut dire que des dizaines d'employés ont marqué leur désaveu des bureaucrates syndicaux.

ge (8%), et ses têtes de listes, rayées, ne sont pas réélues. Elle paye les frais de son diktat.

La CFDT, quant à elle, progresse. Elle gagne 57 voix (12,5%) et deux sièges. En partie aux dépens de FO, mais aussi parce que, pour certains travailleurs, voter pour ce syndicat était un moyen de refuser leurs voix à la CGT.

La CGT perd 70 voix et un si-

Correspondant LO.

ERICSSON (Colombes)

C'est toujours "non aux mutations à Cergy" !

A la société des téléphones Ericsson, à Colombes, les débrayages quotidiens d'une heure se poursuivent depuis l'annonce de la mutation des ateliers (340 personnes) à l'usine de Cergy. Le mardi 10 mai nous en étions au 29^e débrayage, toujours suivi par une centaine de travailleurs. A chaque fois, nous défilions dans le siège social, suivis par plusieurs huissiers, et les directeurs sont brocardés dans de nombreuses chansons.

La direction a fixé la date de départ de la première tranche aux

16 et 17 mai, pour 99 personnes. Dans la lettre recommandée envoyée à chacun, elle donne le « choix » entre Cergy et... le licenciement. La raison principale du refus de la mutation par les travailleurs est l'allongement du temps de transport d'environ une heure, qui n'est pas intégrée dans le temps de travail. L'indemnité prévue est une prime de 2.000 à 2.750 F (suivant le domicile), à toucher en deux ans, en huit tranches trimestrielles, et le paiement d'une partie non encore définie du temps de transport sup-

plémentaire.

Jeudi 5 mai, un débrayage a rassemblé 500 travailleurs pendant une heure. Il s'agissait de soutenir les ateliers contre la mutation à Cergy, et aussi de réclamer le maintien de la prime de bilan (400 F en 1976), que la direction envisageait de supprimer.

La direction a cédé aussitôt sur ce dernier point et fixé la prime de bilan à 200 F pour cette année. Mais elle refuse toujours aussi fermement d'annuler le départ à Cergy.

La majorité des ouvrières qui



doivent partir les 16 et 17 mai comptent bien continuer à venir chaque matin à Colombes ces jours-là et les suivants. La direction menace d'enclencher la pro-

cédure de licenciement collectif si les travailleurs persistent dans leur refus. Les prochaines semaines seront donc décisives.

Correspondant LO.

ALSTHOM-ATLANTIQUE-CEM (93 - Le Bourget)

Quand les syndicats défendent la technique française

L'établissement du Bourget de la CEM (2.000 personnes) vient d'être racheté par l'Alsthom-Atlantique le vendredi 6 mai, officiellement.

Cette concentration de l'électro-mécanique, assurant à l'Alsthom-Atlantique le monopole français de la construction des centrales électriques, tant thermiques que nucléaires, ne se passe pas sans problèmes pour le personnel.

Au Bourget, comme à Belfort, l'embauche est bloquée et

tout le personnel a des craintes pour l'emploi, d'autant plus que le directeur du Bourget vient d'annoncer qu'il y aurait des licenciements à Belfort comme au Bourget, début 1978.

Le problème à l'ordre du jour pour les travailleurs est donc celui de l'emploi. Face aux menaces de licenciements, les organisations syndicales de Belfort toutes unies, CGC, CGT, CFDT, n'ont rien trouvé de mieux que de défendre la

« technique française » de l'Alsthom en s'insurgeant contre la « technique suisse » qui est pratiquée au Bourget.

Au nom de l'intérêt de la France, ils réclament que toute la fabrication se fasse à Belfort, alternateurs et turbines, au lieu du partage envisagé par la direction de l'Alsthom entre Belfort d'un côté, avec les alternateurs, et le Bourget, qui conserverait une bonne partie des turbines avec la technique BBC (Suisse).

En clair, ils réclament purement et simplement la fermeture de l'usine du Bourget, pour préserver l'emploi à Belfort !

Cette politique nationaliste honteuse, dont le PCF se fait le principal défenseur à Belfort, n'a pas rencontré le même écho au Bourget, et pour cause... Quand les travailleurs du Bourget ont appris la position des syndicats de Belfort, par des tracts de Belfort circulant dans l'usine, certains

pensaient qu'ils étaient rédigés par le patron !

Pourtant, au Bourget comme à Belfort, la seule garantie de l'emploi, la seule politique à mener est celle de la lutte de tous les travailleurs pour réclamer le partage du travail entre tous avec maintien du salaire, sans licenciement. C'est d'autant plus juste qu'à Belfort certains services font encore 48 heures et qu'au Bourget l'horaire est de 41 heures par semaine !

Correspondant LO.

CYCLES PEUGEOT (Beaulieu)

Les incendies se succèdent... pas les réactions syndicales

Après l'explosion d'un four de séchage de peinture à Mandeuire, qui avait fait un mort et dix-huit blessés au début novembre, un nouvel incendie s'est déclaré sur une autre installation de peinture le vendredi 29 avril. Cette fois-ci, les travailleurs ont pu se sauver à temps et il n'y a aucune victime. Seules les installations et une partie du bâtiment ont été détruites.

Pour la direction, c'est une série de fâcheux accidents, qui ne peuvent être dus qu'à la fatalité. Et depuis un an, les seules mesures de sécurité qui aient été prises, c'est l'installation ici et là de quelques avertisseurs sonores. Dans une revue consacrée à la sécurité, elle continue à écrire avec cynisme que les responsables d'accidents, ce sont les

travailleurs peu consciencieux ou distraits !

Mais face à cela, il n'y a aucune réaction de la part des syndicats CGT et CFDT. Ils se bornent à réclamer sur tous les tons la création d'un CHS avec des pouvoirs plus étendus et des moyens d'intervenir. Mais jamais on ne les a vus faire appel aux travailleurs pour tout ce qui concerne la sécurité ; même pas lors de la mort du travailleur brûlé dans l'accident de novembre. Et si, dans quelques ateliers, des travailleurs sont intervenus sur ces problèmes, c'est en se passant des syndicats.

Il faudra bien continuer dans cette voie, car nous ne voulons pas, un de ces jours, disparaître en fumée comme les différents ateliers de peinture de l'usine !

Correspondant LO.

RENAULT (Flins)

Accident grave

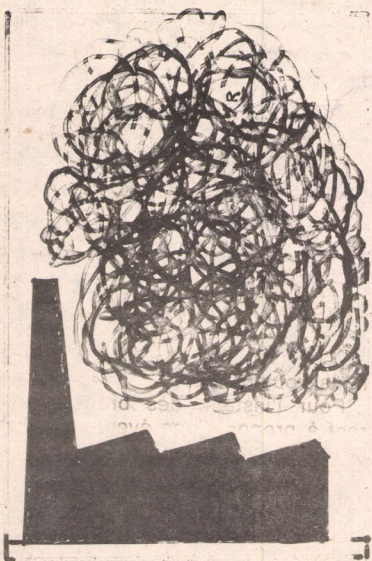
Vendredi 6 mai, à Renault-Flins, un travailleur de l'usine a eu le bras écrasé dans les engrenages d'un tapis roulant.

L'atelier où s'est produit l'accident est très mal éclairé. Les fenwickers ont du mal à circuler entre les aires de stockage et les tapis roulants qui encombrent l'atelier. Aucun de ces tapis n'a de sécurité suffisante et c'est en glissant sur le sol recouvert d'huile, car bien sûr l'atelier n'est jamais nettoyé, que l'ouvrier a eu la main happée par un engrenage découvert.

C'est au LH que l'accident s'est produit, un atelier particulièrement dangereux où l'on stocke les jantes de roues. La direction prend comme prétexte le projet d'automatisation de cet atelier pour refuser depuis plusieurs années d'y faire des transformations. Pourtant, les dangers d'accident y sont nombreux. Des balancettes munies de piques acérées pour l'accrochage des roues circulent à hauteur de tête et les travailleurs chargés de la manutention travaillent parfois entre deux rangées de ces piques. Le risque de se couper le visage ou de se crever un œil est très élevé et plusieurs accidents graves ont déjà eu lieu.

L'accident a soulevé dans l'atelier l'émotion et l'indignation. Il est grand temps d'obliger la direction à prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires. Le 6 mai, sa négligence criminelle a causé l'infirmité à vie d'un travailleur.

Correspondant LO.



"EMITAI"

de Sembene Ousmane



Un petit village du Sénégal, pendant la dernière guerre mondiale. Sur les cases, des affiches apposées par l'administration coloniale chantent la gloire de Pétain, tandis que les soldats sénégalais marchent aux accents de **Maréchal, nous voilà**. Ici, on ne sait pas grand-chose de la France et tous les villageois s'en soucient probablement fort peu. La France, pourtant, ne les oublie pas : l'armée a besoin de soldats. Alors, dans ce village, on va tendre de véritables pièges pour enrôler de force tous les hommes valides.

Mais bientôt l'administration coloniale a d'autres exigences : il lui faut des vivres pour nourrir les troupes stationnées à Dakar. Et c'est alors le riz qu'on vient réquisitionner.

Ne pouvant subir cette deuxième humiliation, le village

tente de résister. Les femmes tout d'abord cachent le riz et refusent de le livrer, même sous la menace de la prison. L'un des chefs du village, le seul qui a compris qu'à la force il fallait opposer la force, part avec quelques compagnons armés d'arcs et de flèches à l'assaut des armées régulières pourvues de fusils. A la première escarmouche, le chef tombe, mortellement blessé.

Quant aux autres chefs, enfermés dans leurs coutumes religieuses, ils ne peuvent concevoir la moindre riposte aux Blancs sans avoir consulté les dieux... Ce sont ces chefs qui capitulent finalement et provoquent l'issue tragique du conflit entre les villageois et les représentants de la puissance coloniale.

Au-delà du procès du colonialisme que Sembene Ousmane — auteur du **Mandat**, de **Bonhomme charrette**, de

Xala — mène ici sur un mode humoristique et narquois, **Emitai** est un film militant, qui montre que ni la crédulité ni la soumission aux croyances religieuses ni la résistance passive ne sauraient être des moyens de lutte efficaces.

On peut regretter la lenteur du déroulement de l'action, qui atténue un peu l'aspect dramatique. L'auteur s'explique d'ailleurs sur ce point, entre autres, dans l'interview que l'on peut lire ci-dessous. Mais **Emitai**, joué pour l'essentiel par des non-professionnels, est un film à voir.

Hélène DURY.

14-Juillet, 11^e et Saint-André-des-Arts, 6^e.



Aujourd'hui, au Sénégal, on tue moins : on humilie et on exploite ; sous le régime de Senghor, ancien ministre de la IV^e République et grand ami de Giscard qu'il a reçu récemment à Dakar, c'est toujours l'exploitation d'un pays par les impérialistes français et la misère pour la plus grande partie de la population. (Ph. AFP et R. Viollet)



Un entretien avec Sembene Ousmane

« Comment se fait-il que ce film ait attendu six ans avant de sortir ? »

— Le film a été interdit en France comme dans toute l'Afrique (sauf au Sénégal) essentiellement parce qu'il démystifie la légende d'un De Gaulle décolonisateur. Il est sorti juste après sa mort, alors que tous les chefs d'Etat africains venaient lui rendre hommage en France et qu'on rappelait ses vertus de libérateur et de décolonisateur.

— Qu'as-tu voulu montrer à travers ce film et à qui s'adresse **Emitai** ?

— Il s'adresse essentiellement à la population de mon pays et tient à lui faire connaître l'histoire coloniale de Pétain à De Gaulle. J'ai voulu également montrer les contradictions internes au sein de la communauté africaine et à me démarquer par rapport aux militants de « l'authenticité » ou de la « négritude », dont je ne fais pas partie.

— L'action est très lente, un peu trop même, au goût de certains spectateurs français. Est-ce voulu ?

— Oui, l'action est lente, car notre culture et notre rythme de vie sont différents, et cela se reflète dans le film. De plus, plus de 90 % des Africains ne parlent pas et ne comprennent pas le dialecte du film et, étant la plupart du temps analphabètes, ont du mal à lire les sous-titres. J'ai donc voulu laisser à chaque phrase le temps d'être comprise.

— Quel est ton public au Sénégal. S'agit-il uniquement d'intellectuels ?

— Mes livres sont lus par peu d'ouvriers et de paysans, pour la bonne raison que la majorité ne savent pas lire et que d'autre part leur pouvoir d'achat ne leur permet pas d'acheter un livre à dix francs et, de fait, mes livres sont connus d'une élite seulement. Mais le cinéma est plus accessible. Je fais des projections avec débats dans les écoles, les villages, les foyers, et le film devient en quelque sorte une école du soir. Pour moi, le rôle de réalisateur est de raconter une histoire et de faire réfléchir à partir de cette histoire.

— Tu as montré le joug du colonialisme français pendant la Deuxième Guerre mondiale. Qu'en est-il aujourd'hui ?

— Les Blancs ne sont plus là, ils ont mis des Noirs à leur place. Ils sont en train de fabriquer une classe bourgeoise noire, ce qui d'un côté a du bon, car cela permet aux militants de poser le problème en termes de classe et non de race.

Cela dit, il y a toujours des militaires français en Afrique, à Dakar par exemple, et le matériel militaire le plus sophistiqué envoyé par la France au Zaïre transite par Dakar et Abidjan.

— Des révoltes comme celle que nous voyons dans **Emitai** se sont-elles également produites sous le régime de Senghor ?

— Oui, bien sûr. Mais sous le régime de Senghor, on tue moins ; on humilie et on exploite.

— Le film montre des paysans. Existe-il une liaison entre eux et le prolétariat des grandes villes ?

— Il y a l'Afrique des villes,

avec ses bidonvilles, et l'Afrique rurale qui ne survit que de la conservation de sa culture passée et qui résiste à l'agression de la culture impérialiste. Je ne vois malheureusement pas d'organisations qui fassent le lien entre les paysans et les ouvriers, le pouvoir faisant tout pour séparer et même opposer ces deux mondes, en disant notamment au paysan que l'ouvrier est plus privilégié que lui.

— Comment te situes-tu par rapport aux intellectuels africains ?

— J'ai peu de rapports avec les intellectuels. Je suis toujours en brousse et je travaille essentiellement avec des paysans et des jeunes. Parmi les intellectuels, il y a des gens très honnêtes mais qui ont un impact très limité, et d'autres qui sont réactionnaires et sont en fait les suppôts de l'impérialisme. Moi, ce qui m'intéresse, c'est de travailler avec les lycéens, les étudiants, les femmes, les paysans, et de les faire réfléchir. A eux de créer une organisation nouvelle pour changer la société.

— Et le nationalisme africain, qu'en penses-tu ?

— Je pense qu'il n'y a pas de solution au niveau du nationalisme, à l'heure des multinationales. La seule solution, c'est la lutte de classes à la dimension du continent africain, une lutte des ouvriers et des paysans qui ne doivent compter que sur eux-mêmes car aucun chef d'Etat actuel, aucune grande puissance, aucun coup d'Etat militaire ne peuvent résoudre leurs problèmes ».

FILMS FILMS

" LES AMBASSADEURS "

de Naceur Ktari

Les ambassadeurs, ce sont les travailleurs immigrés à qui on fait un discours lors de leur départ pour leur expliquer très sérieusement qu'ils vont être les « ambassadeurs » de leur pays en France.

Ce qui les attend, c'est la vie dans des quartiers comme celui de la Goutte d'Or à Paris, où le film a été tourné. Une vie qui se déroule entre les quatre murs de la chambre d'hôtel, la salle du café qui loue la chambre et l'usine ou le chantier. Pour ceux qui cherchent du travail, ce sont les refus, parce qu'ils sont Arabes ou Africains.

Le quartier de la Goutte d'Or, ce sont des milliers et des milliers de travailleurs qui circulent sur la chaussée à la recherche d'un ne sait quoi, pour passer le temps quand on est en dehors du travail. Bien sûr, le quartier de la Goutte d'Or, ce sont aussi la prostitution et les flics qui demandent les papiers, embarquent les travailleurs pour un oui ou pour un non et qui circulent en exhibant leurs matraques.

Mais dans ce quartier où les travailleurs immigrés sont en majorité, vivent aussi des Français et l'on nous les montre presque

tous comme des racistes.

Le réalisateur Naceur Ktari, qui est Tunisien, a décidé de faire ce film après les attentats racistes de 1971. Il a passé huit mois dans le quartier de la Goutte d'Or pour enquêter, voir et filmer. Et il nous montre le racisme imbécile de ces gens qui finissent par tuer, poussés par quelques nostalgiques de l'Algérie Française.

Les immigrés, eux, prennent conscience et s'organisent face à ce racisme et ces crimes. En tout cas, c'est ce que suggère et veut Naceur Ktari, et son film est un film militant.

Et l'on peut dire qu'il a en grande partie réussi, car son film sonne juste en ce qui concerne les conditions de vie des travailleurs immigrés, leurs sentiments et leurs réactions, même si, en ce qui concerne les Français, il a tendance à les mettre tous dans le même sac, sans nuances. Mais de toute façon, c'est un film qui a le mérite de traiter du racisme de façon percutante, c'est un film à voir.

Pierre VILMA

Palais des Arts (3°) - Studio de la Harpe (5°) - Jean Renoir (9°) - Olympe (14°).



Une exposition : La naissance de Rome

au Petit-Palais

à Paris

L'exposition qui est présentée au Petit-Palais sur la Naissance de Rome regroupe des vestiges archéologiques qui vont du XI^e au VI^e siècle avant notre ère, des premiers tessons de poterie de l'âge du Bronze aux premières statues de terre cuite qui ornaient le Forum et le temple de Jupiter sur le Capitole.

Mais, entre ces deux dates, les fouilles à Rome même ne livrent souvent que peu de choses. En revanche, les petites villes voisines, dont le sol a été moins bouleversé que celui de la capitale de l'empire romain, offrent une quantité de tombes, souvent très riches en poteries, bijoux, armes et statues, qui témoignent des influences grecques et étrusques.

Tout ce matériel archéologique est présenté par localité et par siècle, fréquemment tel qu'il était à la mise à jour de la tombe. Beaucoup d'objets sont d'un grand intérêt artistique et historique, comme la fibule d'or de Préneste, qui porte la première inscription en langue latine.

Dans la dernière salle, un diaporama (que l'on aurait sans doute avantage à voir avant de parcourir les salles) aide à situer les découvertes et à en souligner l'intérêt.

Vincent GELAS

Petit Palais - M^e Champs-Élysées-Clémenceau, Paris - sauf lundi et mardi - 8 F (réd. 4 F).

Sélection

FILMS RECENTS :

LA QUESTION, de L. Heynemann.

Les parachutistes de Massu à l'œuvre en 1957, en Algérie.

Quartier Latin, 5° - Gaumont-Rive-Gauche, 6° - Élysées Lincoln, 8° - Gaumont-Opéra, 9° - Nation, 12° - Olympe, 14° - Convention, 15° - Clichy Pathé, 18°.

NOUS AURONS TOUTE LA MORT POUR DORMIR, de A. Med Hondo.

La lutte des Sahraouis. Un film d'une particulière actualité.

Les Cinoches de Saint-Germain, 6°.

AFFREUX, SALES ET MECHANTS, d'Ettore Scola.

La dénonciation, au moyen d'un humour féroce, de la vie et des mœurs dans un bidonville de la banlieue romaine.

Panthéon, 5°.

BARRY LINDON, de Stanley Kubrick.

Un aventurier dans l'Europe aristocratique du XVIII^e siècle, et un beau film.

Impérial, 2° - Colisée, 8° - Calypso, 17°.

NOIRS ET BLANCS EN COULEURS (anciennement **La victoire en chantant**), de J.J. Annaud.

La guerre vue en 1915 dans un village africain : le colonialisme absurde et sanglant. Marbeuf, 8°.

PAIN ET CHOCOLAT, de F. Brusati.

Un émigré italien en Suisse. Humour, amertume et réalisme.

Saint-Michel, 5° - Luxembourg, 6° - Biarritz, 8° - Trois Haussmann, 9° - Athéna, 9°.

TOUCHE PAS A MON GAZON, de Ted Kotcheff.

Licencié, un jeune cadre refait son ascension sociale au moyen d'attaques à main armée... Très drôle.

MONSIEUR KLEIN, de J. Losey.

Dans le Paris de l'Occupation, la mécanique de l'antisémitisme. Bergère, 9°.

FILMS ANCIENS :

LA CHEVAUCHEE FANTASTIQUE, de John Ford.

Kinopanorama, 15°.

2001, L'ODYSSEE DE L'ESPACE, de Stanley Kubrick.

Denfert, 14°.

PROMENADE AVEC L'AMOUR ET LA MORT, de John Huston.

Le Seine Studio, 5°.

● Dans le cadre d'un festival Montand-Signoret, à La Pagode, 7° : **LA GUERRE EST FINIE** (samedi 14), **L'AVEU** (dimanche 15).

● Signalons la reprise du festival « Shakespeare, vu et interprété par Laurence Olivier », avec : **HAMLET, HENRY V** et **RICHARD III**, au Ranelagh, 16°.

Sélection télévision

Samedi 14 mai

ANTENNE 2 - 18 h - Des animaux et des hommes : **Comment les animaux sont-ils utilisés dans le spectacle ?**

TF1 - 20 h 30 - Numéro Un : **Mort Shuman** chante, aux côtés de Serge Reggiani, etc.

Dimanche 15 mai

FR3 - 16 h 55 - **Panama** : première émission, intitulée **La fièvre**, en forme de documentaire, pour présenter la naissance de ce petit pays.

FR3 - 17 h 50 - Espace musical : **Symphonie n° 98**, de Haydn, présentée par Jean-Michel Damian et interprétée par l'Orchestre Philharmonique de Vienne, sous la direction de Léonard Bernstein.

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde sur **La bernache cravant**, une petite oie de Sibérie.

FR3 - 20 h 30 - L'homme en question : **Pierre Mendès-France**. Patrick Bureau et Roger Kahane ont reconstitué la vie politique de Mendès-France. Avec la partici-

pation d'Alexandre Sanguinetti, Jean-Daniel, du **Nouvel Observateur**, etc.

ANTENNE 2 - 22 h 40 - **Les Français et la contraception**. Deuxième partie : **Les craintes**. Les réticences des femmes devant la pilule.

Lundi 16 mai

TF1 - 20 h 30 - Film : **La comtesse de Hong Kong**, de Charlie Chaplin, avec Marlon Brando et Sophia Loren. Une comédie dont le scénario et la musique sont de Charlie Chaplin.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Week-end à Zuydcoote**, d'Henri Verneuil, avec J.P. Belmondo, Catherine Spaak. D'après le roman de Robert Merle du même nom. Un film de guerre et une page d'histoire, sans complaisance.

ANTENNE 2 - 22 h 35 - **L'huile sur le feu**. Philippe Bouvard a rassemblé pour discuter de l'énergie nucléaire, le professeur Ramade, écologiste et écrivain, et M. Gauvenet, responsable de la sécurité à la CEA.

Mardi 17 mai

TF1 - 20 h 30 - **Histoire de l'aviation : n° 3 - L'Atlantique**. A partir de documents de l'époque, les débuts de l'aviation.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran présentent le film **Les harkis**, de Daniel Wronecki et J.P. Bertrand, pour introduire un débat sur le thème : **Et pourtant, ils sont Français**. Il réunira différentes personnalités algériennes ou françaises dont Ahmed Kaherseil, président du Mouvement d'assistance et de défense des rapatriés musulmans d'Afrique du Nord, Maurice Mazeaud, chef de cabinet du secrétaire d'Etat aux Anciens combattants, etc. Les harkis sont ces 250.000 Algériens ayant combattu aux côtés des Français pendant la guerre d'Algérie et vivant actuellement en France.

TF1 - 21 h 30 - **La réforme de l'Education nationale** : une émission du Centre National de Documentation Pédagogique sur **L'école maternelle et primaire**,

qui sera suivie à 22 h 25 d'un débat, avec la participation de René Haby, Jean Cornec, etc.

Mercredi 18 mai

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **Cartes sur table** : **Georges Marchais** s'entretient avec Jean-Pierre Elkabbach et Alain Duhamel.

FR3 - 20 h 30 - Film : **L'œil de l'autre**, de Bernard Queysanne, avec Pascale Audret et J.P. Cassel. A travers les difficultés morales d'une jeune femme, une dénonciation de la vie urbaine.

Jeudi 19 mai

TF1 - 21 h 20 - L'événement : **La Grande-Bretagne aujourd'hui**. Magazine d'actualité qui présente la situation intérieure, tant économique que politique et sociale, de la Grande-Bretagne.

ANTENNE 2 - 21 h 50 - Cent mille images : **Ingmar Bergman**. Un reportage sur le grand cinéaste.

Vendredi 20 mai

TF1 - 20 h 30 - Concert : **Le bar- bier de Séville**, de Rossini. Par

l'Orchestre Philharmonique de Lorraine sous la direction de Michel Tabachnik. L'esprit de Beaumarchais allié à la gaieté et l'humour de la musique de Rossini. Un spectacle auquel l'on ne s'en- nue pas.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Vendredi. Magazine d'actualité de Maurice Cazeneuve et J.P. Alessandri, cette semaine sur le thème : **La retraite** et les difficultés qui s'amoncellent devant les vieux travailleurs.

FR3 - 21 h 30 - **Panama**. La deuxième partie de l'émission, intitulée **La bandera**. La misère de la population du territoire panaméen côtoyant l'aisance de la communauté nord-américaine installée tout au long du canal.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - **Apostrophes** : **Comment l'intelligence vient aux enfants**. Avec la participation de Jean Daniel, du **Nouvel Observateur**, de Jean Piaget, psychologue, Patrick Modiano, auteur du **Livret de famille**, etc.

LIVRES LIVRES LIVRES

LES ENFANTS DE SOWETO

de Paul BERNETEL

L'ignominie du système de l'Apartheid est connue. Mais sait-on, par exemple, que dans les hôpitaux de l'Afrique du Sud non seulement existent des salles différentes selon la couleur de la peau des malades, mais également des régimes alimentaires différents — les plus sommaires pour les Noirs, cela va sans dire. De cette réalité quotidienne de l'Apartheid, Paul Bernetel donne dans *Les enfants de Soweto* une description saisissante. Pas seulement dans les townships de Johannesburg et du Cap, mais aussi dans les « bantoustans » promis à une indépendance qui ne fait que consacrer la spoliation historique des Noirs sud-africains.

Paul Bernetel est un journaliste camerounais, qui fut rédacteur en chef de *Jeune Afrique* et qui a réalisé un film sur l'Apartheid (*Front Line*). *Les enfants de Soweto* est un réquisitoire passionné contre le système de l'Apartheid et il dénonce en même temps, chiffres à l'appui, les intérêts du monde capitaliste en Afrique du Sud, les intérêts des marchands de canons français en particulier.

Face à l'armement moderne des policiers de Vorster, les enfants de Soweto ne disposent pas de fusils, mais des cailloux de la rue. Ils ont donné à cette guerre qu'ils livrent le nom de « Stone power » (le pouvoir des cailloux). « Je sais bien que les Blancs sont très forts, qu'ils ont des fusils et des canons. Mais, même s'ils tuent la moitié

des Noirs, l'autre moitié prendra le pouvoir et on aura gagné » : c'est un enfant de 10 ans qui parle ainsi.

Et cela donne la mesure de la détermination de la jeunesse noire sud-africaine, cette jeunesse qui avait organisé les manifestations de juin 1976 dans le plus grand secret, qui s'est ensuite adressé aux parents et aux travailleurs en leur demandant : « N'êtes-vous pas fiers des soldats de la liberté à qui vous avez donné le jour ? ».

De la lutte des Noirs sud-africains, depuis la naissance de l'African National Congress (ANC) jusqu'aux luttes actuelles, des regroupements politiques en présence, des organisations d'étudiants, des syndicats, le livre donne une idée assez précise et, même si les sympathies de l'auteur semblent aller à l'ANC et à ses leaders comme Nelson Mandela, c'est avec objectivité qu'il en dresse un tableau que l'on a en France fort peu l'occasion de trouver ailleurs. De même sont analysés le problème du gouvernement Vorster, l'histoire de l'instauration de l'Apartheid et le recul pris par le magnat capitaliste Harry Oppenheimer vis-à-vis de ce système qui selon lui présente le triple inconvénient de restreindre le marché national pratiquement aux seuls Blancs, de tarir la source de main-d'œuvre qualifiée et d'entretenir une tension sociale décourageante pour l'avenir des affaires.

Tout cela est étayé par de

nombreux chiffres, faits et données qui font des *Enfants de Soweto* une véritable mine de renseignements. La partie peut-être la plus documentée concerne les relations entre l'Afrique du Sud et l'Angleterre, la France et la RFA : ventes d'armements et contrats dans le domaine nucléaire sont détaillés d'une façon qui pourra même paraître à certains trop technique et un peu longue. Mais ce constat est édifiant. Il décrit notamment comment, pour assurer les gros sous des Dassault ou des Thomson-CSF, les gouvernements français, de De Gaulle à Giscard, ont su passer outre aux belles résolutions de l'ONU comme aux beaux principes de *Démocratie française*.

Paul Bernetel n'a pas spécialement de solution à proposer aux problèmes de l'Afrique du Sud. Il déplore que les gouvernants des Etats noirs indépendants d'Afrique ne soient pas ce qu'ils devraient être, sans plus. Mais il dévoile et dénonce, avec simplicité et passion.

Actuellement, un tiers des Noirs sud-africains sont d'âge scolaire et plus de la moitié des habitants de Soweto ont moins de 20 ans. Ils ont relevé la tête et, aux yeux d'une population traumatisée par les massacres de Sharpeville en 1960, ce sont les « enfants de Soweto » qui incarnent l'avenir.

Christiane LE GUERN

Les enfants de Soweto - Stock - Collection Les grands sujets - 311 p. - 38 F.



Ville du Cap : L'homme à terre refusait de quitter le centre ville assez vite. (UPI)



L'une des « Townships » de Johannesburg. (UPI)

"Le Monde" et le pouvoir

de Philippe SIMONNOT

Dans son ouvrage « *Le Monde et le pouvoir* », Philippe Simonnot raconte d'abord dans le détail son licenciement de ce journal. C'est la partie la plus intéressante du livre. On sait que ce journaliste, spécialiste des problèmes pétroliers, fut pressé de donner sa démission après qu'il eut cité largement une note — qui aurait dû rester confidentielle — émanant d'un service du ministère de l'Industrie et qui précisait comment les intérêts des actionnaires privés resteraient prépondérants après la fusion de l'entreprise Pétroles d'Aquitaine avec ELF, société d'Etat. L'article de Philippe Simonnot dénonçait ce nouvel exemple du

détournement des richesses publiques au seul avantage des grands trusts. Le directeur du journal *Le Monde* prit finalement dans cette affaire le parti du ministre Fourcade, qui porta plainte contre Simonnot pour « vol de document ». Simonnot ayant refusé de démissionner, ne se considérant nullement comme coupable, il fut licencié.

A ceux qui croient encore que *Le Monde* fait passer la liberté d'informer avant ses bonnes relations avec les pouvoirs publics, cette partie du livre fournira matière à réflexion. Aux autres, elle apporte un récit précis et vivant.

Mais les deux autres tiers du livre sont décevants. Simonnot

se propose d'établir les liens du pouvoir avec *Le Monde* et de démontrer les mécanismes de pouvoir au sein de la rédaction de ce journal. Le résultat est laborieux, assez peu convaincant et finalement plutôt vide. S'il s'agissait de montrer que, dans notre société, le droit à l'information ne s'exerce que dans un cadre très étroit, que la liberté de la presse est battue en brèche par la liberté de commerce, une dénonciation plus directe aurait sans doute été plus efficace.

Jean MASSARDIER

« Le Monde » et le pouvoir de Philippe Simonnot - Ed. La France Sauvage - Les Presses d'aujourd'hui - 220 p. 20 F.

L'extermination des tyrans

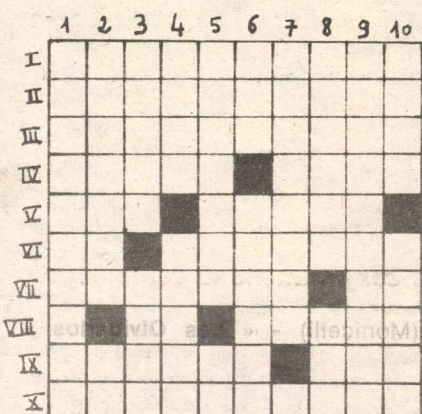
de Vladimir NABOKOV

C'est un recueil de treize nouvelles, par l'auteur de *Lolita*, toutes écrites entre 1924 et 1939, qui vient de paraître. *L'extermination des tyrans* est le titre de la première nouvelle. Quant aux tyrans de Nabokov, ils ne sont autres que Staline, Hitler et... Lénine. Le but de cette nouvelle, dit, est qu'elle constitue « une sorte de potion secrète contre les tyrans futurs, une incantation qui permette à tout homme d'exorciser sa servitude ». Domage que Nabokov, qui prend pourtant bien soin de nous dire que la politique ne l'a jamais in-

teressé et qu'il « se soucie du bien-être de l'humanité comme d'une guigne », s'en mêle...

Les douze autres nouvelles, sans prétentions politiques, elles, se rapprochent plus du fantastique. Nabokov sait particulièrement bien décrire des personnages obsédés par leurs problèmes, s'interrogeant sur le sens de leur vie. Elles seront sans doute appréciées par ceux que les fantasmes des autres n'effraient pas.

L'extermination des tyrans, de Vladimir Nabokov - Ed. Juillard - 38 F.



MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT. — I. Elle monte souvent très haut. — II. Elles brûlent. — III. Grosses coupures. — IV. Jouée en première - Son cimetière marin est célèbre. — V. Morceau de cheval - Descend des Pyrénées. — VI. Permet de doubler - Membres d'une ancienne secte. — VII. Nettoya une robe - Petit cours. — VIII. Conjonction - Souvent poli. — IX. Il est imposé - Mesure la culture. — X. Portent des griffes.

VERTICALEMENT. — 1. Ils prennent des risques. — 2. Se pose - En chœur. — 3. D'or ou d'argent - Pas perdu de vue. — 4. Descendue - Souvent de bons points de vue. — 5. Tout un matériel - Au fond de l'anse. — 6. Possessif - En a plein la vue. — 7. Coule de source. — 8. Plante d'eau - Fait la peau. — 9. Pas né de la dernière pluie. — 10. Cheville - Petits, ils se mangent.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	A	L	E	B	A	S	S	E
II	E	N	R	O	L	A	I	E	N
III	R	N		L	E		E	C	R
IV	N	O	C	E		L	R	E	P
V	E	T	A		F	O	R	A	G
VI	R	E	B	A	R	B	A	T	I
VII		S	A	L	E		O	S	A
VIII	R		R	E	S	S	E	N	T
IX	A	R	E	N	E		S	E	R
X	I	N	T	E	R	E	S	S	E

la fête de lutte ouvrière

28.29.30 mai

YES TENEMOS BANANAS

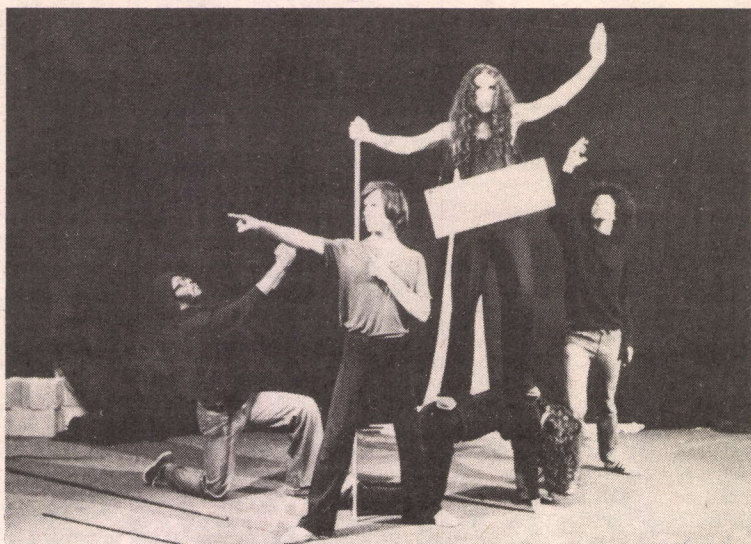
Nous sommes la troupe YES, TENEMOS BANANAS créée à Paris en 1974. A cette époque, en Amérique Latine, l'émigration devant la montée du fascisme s'intensifie dans tout le continent.

A ce moment-là, nous avons senti combien il était important pour nous, latino-américains en dehors de notre pays, de nous regrouper.

« YES, TENEMOS BANANAS », le nom de la troupe est le titre d'une chanson des années 50, date à laquelle l'impérialisme américain commençait à s'infiltrer en Amérique Latine. Les USA pratiquaient alors la politique dite du « bon voisinage » — good neighbourhood — : les intérêts des pays latino-américains devaient être subordonnés à ceux des USA. Il s'agissait de vendre aux « nouveaux colonisateurs » nos richesses, nos corps, notre culture.

La troupe fonctionne sur ses propres ressources, sans aucune subvention. Nous nous occupons nous-mêmes de tous les problèmes de réalisation.

« Zambi » est une pièce composée à partir de textes de Edson Carneiro, Boal, B. Brecht,



et Guillen.

« Zambi » décrit la révolte des Noirs contre les seigneurs portugais au XVII^e siècle, et à un autre niveau la lutte des ouvriers, des travailleurs immigrés, esclaves actuels du capitalisme.

D'autre part, « Zambi » veut aussi porter témoignage de la lutte qui cherche à donner au théâtre un autre sens, celui d'un acte politique. Par là, nous nous référons au LIVING THEATRE et

au groupe OFICINA de Sao Paulo.

Le personnage Zambi est un personnage pris dans toutes ses contradictions : un révolutionnaire qui prêche la révolution permanente, mais qui, en même temps, signe la paix avec les Portugais, joue au football et danse la samba pour divertir les Blancs.

La troupe présentera « Zambi » au Centre Alban Minville à Toulouse le 26 mai.

PATRICK OCHS

« Je chante et je parle. Mon spectacle : « Fais pas la sourde oreille, Ludwig » est en fait un long monologue. Le personnage principal s'appelle Ludwig Van, c'est un personnage coincé, plein de mauvaise volonté, angoissé et indécis ; Ludwig évolue dans un monde qui n'existe pas, l'atmosphère est absurde, mais on y retrouve des événements, des comportements de notre vie. Ce que je veux montrer, c'est que dans cette vie il faut se poser des questions. Il faut que les gens sortent de la fuite dans laquelle ils se complaisent. Je décris une angoisse, mais mon spectacle n'est pas triste, ce que je réussis à dire en utilisant l'absurde et l'humour, c'est que



notre quotidien est rempli d'ambiguïtés, qu'il faut changer cette vie et pour cela changer ce monde. Ce que je tiens à dire

aussi, c'est que mon spectacle n'est pas figé, je l'adapte à chaque public, à chaque ambiance »...

CHANTAL ET DANIEL

Chantal et Daniel chantent ensemble depuis quatre ans. Ils se présentent aux lecteurs :

« Nous sommes tous les deux auteurs-compositeurs. Nos chansons sont profondément ancrées dans le quotidien. Pour composer une chanson, nous partons de ce qui nous touche, ce qui nous opprime dans la vie ; par exemple, pour lutter contre le chauvinisme, le racisme, nous avons fait une chanson sur la façon dont on nous présente à l'école et ailleurs l'histoire de France : toujours les bons Français, les courageux Français, et en face les mauvais étrangers.

Pour nous, chanter fait partie de notre engagement quotidien, car pour faire une bonne chanson, il faut ressentir tous les jours ce qu'on y raconte. C'est pour nous un moyen de combat-



tre tous les préjugés, et ainsi de faire éclore des mentalités différentes. Etre réaliste, à notre avis, c'est espérer que cette société change.

L'imagination occupe aussi une large place, car le réalisme ne s'oppose pas à la poésie. Nous travaillons beaucoup la forme.

Ils seront parmi nous

CHANSONS VARIETES

J.M. BOURGEON.
CHANTAL ET DANIEL.
J.Y. CHETAIL.
Jacques DEBRONC-KART.

Christian DENTE.
Yvan DUJOLIE.
Francis GERAUD.
NOUS CHANTONS, NE VOUS DEPLAISE.
Le groupe ORCHIDEE.
Les SETHACLOS.
Henri TACHAN.
Cora VAUCAIRE.
VITALIS.

CONCERT DE MUSIQUE CLASSIQUE

ENSEMBLE FRANÇAIS DE MUSIQUE DE CHAMBRE DIRIGÉ PAR PAUL FERRARIS
« Sarabande » de HAENDEL - « Concerto grosso opus 3 n° 11 » de VIVALDI - « Concerto pour deux trompettes » de VIVALDI - « Les feux d'artifices royaux » de HAENDEL.

FREE JAZZ JAZZ

Bill COLEMAN et son quintette.
Michel PORTAL et son trio.

DADI.
D. DAVEAU (quartette).
CHAUTEMPS - LUBAT - PRINSOL.
P. EYDOUX.
E. LANCERY.
Le groupe SOHO.

THEATRE

« La Paix », d'Aristophane, par le théâtre PRAXIS.

« Guerre au troisième étage », de Pavel Kohout, « Le chant du fantoche lusitanien », par le théâtre d'HOY.

« P A R E S S O N S EN TOUTE CHOSE »
Le théâtre de la BASOCHÉ.

« Zambi », par la troupe YES TENEMOS BANANAS.

COMEDIENS

BERODI.
Jacques BLOT.
Le mime LUC.
Patrick OCHS.
Tony BROWN et KARI MARGOLIS.
LES SIN'S (mimes).

MUSIQUE, CHANTS ET DANSES DE TOUS LES PAYS

Los CARIACOS (musique et danses d'Amérique latine).

L'ensemble d'ANATOLIE, musique populaire de la Turquie.

Jacques HALBOUT.
Flamenco.

Los INDIANOS (chants et danses d'Amérique latine).

TEM O, groupe de chants et danses kurdes.
Los KIMBAS.

Benito MERLINO, chansons d'Italie.

Les MOUN'KIKI, chants de révolte antillais.

EL MOUSSAFRINE, chants et musique du Maghreb.

M'HAND MOUNSI, poèmes et chants palestiniens.

FOLKLORE ET FOLK

Les CAPVATH, musique traditionnelle occitane.

CELIMENE.
Groupe PHILICRY.
Luiza Jean - Luc et Françoise AVEL MORE.

ROCK-POP.
The ALAKOK.
DECATRA.

EVASION.
Groupe MONGE.
THEODE.

BALS

avec LES RELAX et le groupe MONGE.

BAL FOLKLORIQUE toute la nuit.

FILMS (sous réserve car on attend la confirmation)

« Les camarades » (Monicelli) - « Los Olvidados » (Bunuel) - « Les poings dans les poches » (Bellochio) - « Adieu Philippine » - « Etat de siège » (Costa Gavras) - « Le chagrin et la Pitié » (Harris et Sédouy) - « 1789 » (Ariane Mnouchkine).

la fête

28,29,30 mai

de lutte ouvrière

à mériel.villiers.adam

Trois jours de joie...

Pour mieux connaître les idées des révolutionnaires... Mais aussi pour rire, manger, chanter, discuter, pour écouter du jazz et les petits oiseaux, pour danser la gavotte, la bourrée, le rock, le tango ou la farandole,

Pour discuter des véritables moyens de changer la vie et pour prendre un bol d'air mais aussi un bol de fraternité,

Ne manquez pas le rendez-vous avec des milliers et des milliers d'autres, à la Pentecôte, à la fête de Lutte Ouvrière.

300 stands, des jeux, des spécialités gastronomiques de toutes les régions, des expositions. Trois jours de spectacles ininterrompus, avec plusieurs centaines d'artistes. Des débats non stop...

A bientôt.

CORA VAUCAIRE

— Qu'en est-il de la chanson actuellement ?

— Je pense que nous traversons une crise, quoique certains disent que cela s'arrange, je crois que c'est plus grave pour les interprètes, les acteurs de la chanson, ceux qui n'écrivent pas leurs chansons. Et ça ne serait pas grave s'il y avait un espoir, mais ce qui m'inquiète c'est que je vois se boucher chaque jour la possibilité de laisser derrière nous un représentant de cette forme d'expression, et c'est une forme d'expression que je trouve absolument nécessaire.

Pour moi, c'est grave que cette forme d'expression disparaisse, parce qu'on a beau dire que c'est un art mineur que la chanson, ce n'est pas nous qui avons de l'importance, ce sont les textes qui sont transmis et par exemple l'on a pu chanter des poèmes d'Aragon, de Prévert, d'Apollinaire ou d'autres, la musique c'est un véhicule fantastique et une chanson ça s'écoute facilement.

— Vos chansons sont-elles accessibles à tous ?

— On nous met l'étiquette « culturelle » ; « la culture », le

goût, l'intelligence, il faut bannir ces mots du répertoire, ça fait un tort considérable, car en effet les personnages pas informés pensent : « Oh là là, cela va être embêtant ! » Parce que l'on dit « culturel » comme on dit l'école, la leçon ; mais ce n'est pas ça. Se cultiver, c'est apprendre tous les jours quelque chose sur un ar-



bre, sur un oiseau, un chat, enfin c'est la vie, et la chanson c'est une représentation de la vie, on pourrait raconter l'histoire du monde en chantant.

— Et Prévert ?

— C'était très important, la forme d'écriture me convenait tout particulièrement, c'était anarchique, ce n'était pas la chanson : couplet-refrain. Tout me convenait, j'avais et j'ai toujours l'impression en chantant Prévert que cela sort de moi, que c'est moi qui l'ai inventé ; il y a tout dans Prévert. Au début que je chantais Prévert, j'ai été beaucoup critiquée : ce n'était pas de la chanson, c'était ni fait ni à faire, c'était des musiques difficiles. Kosma, ça paraissait pas possible, antipopulaire. Or, Prévert n'a toujours traité que les sujets les plus humains, les plus proches de nous, que ce soit la révolte des enfants, l'amour le plus tendre comme « les enfants qui s'aiment », le désespoir, les sentiments, l'ironie et même le calembour. C'est parfait à chanter et ce qui est écrit est très important ou très fou, c'est richesse, pudeur et amour, tout est amour.

Jazz avec Michel Portal



Temo

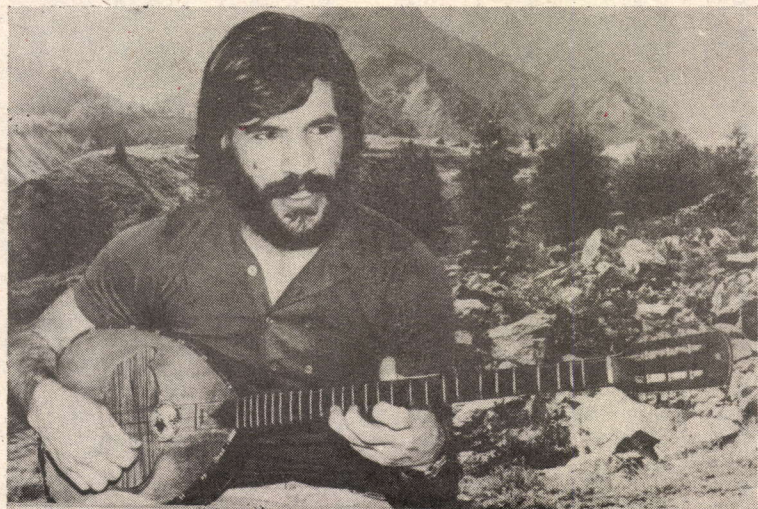
Temo, Kurde d'Irak, chante depuis son enfance.

« Être Kurde dans les pays du Proche-Orient est très difficile ; issu d'une famille pauvre, j'ai trouvé un moyen de sortir de la misère : devenir barde populaire. La musique est vraiment le mode d'expression privilégié pour les Kurdes, car il leur est impossible de s'exprimer par des livres, des poèmes, des lettres... »

La chanson est donc une arme politique de premier plan dans la situation actuelle du peuple kurde, et, de ce fait, les bardes populaires figurent parmi les plus persécutés. Ma vie est donc un engagement sur ces deux plans : musical et politique, et, dès l'âge

de 18 ans j'ai concrétisé cet engagement en participant activement à la lutte armée et ce, jusqu'à l'effondrement de la résistance armée. Depuis 1975, je partage le sort de millions d'exilés kurdes. Dans mon exil, je poursuis l'action par une série de concerts pour faire connaître le peuple kurde à travers sa musique. Pouvoir s'adresser à un public aussi politisé que celui de cette fête est très important pour moi et pour tout le peuple kurde. »

Temo passera à « La vieille grille », rue du Puits-de-l'Ermite, du 8 juin au 21 juin, de 22 heures à 23 heures.



Des forums, des discussions politiques



Comme chaque année, de nombreux forums se tiendront à la fête de Lutte Ouvrière. Tous les groupes politiques pourront bien sûr animer les débats de leur choix en des lieux réservés, défendant ainsi leurs idées, leur programme face à toutes les autres tendances d'extrême-gauche.

Mais c'est aussi devant chaque stand et au détour des allées que des discussions animées et fraternelles auront lieu, faisant de l'ensemble de la fête de Lutte Ouvrière, un immense forum.